

Édition des cahiers de doléances/cahiers citoyens 2018-2019 pour la Charente-Maritime

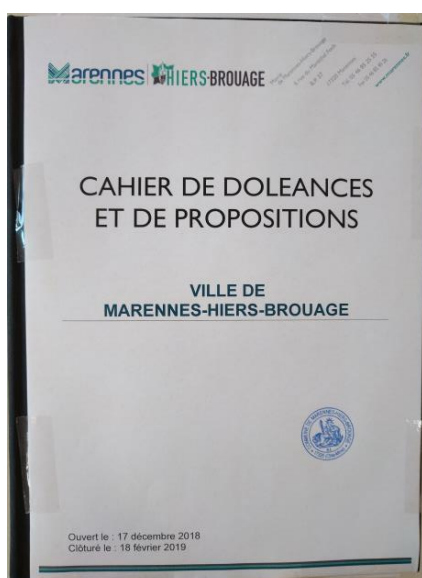
par Marie-Anne Chabin, 2024

Marennes-Hiers-Brouage

code INSEE : 17219

6250 habitants

Communauté de communes du Bassin de Marennes



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W218) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : registre Exacompta à petits carreaux, couverture noire rigide, 200 pages cotées 1-200, rempli jusqu'à la p 69. À noter : beaucoup de scotch !

Titre : Cahier de doléances et de propositions.

Ouvert le 17 décembre 2018, clos le 18 février 2019.

54 contributions.

Pour en savoir plus : <https://www.marieannechabin.fr/cahiers-de-doleances-2018-2019/>

1- Tout d'abord, j'aimerais que **le vivant** revienne au centre de la politique, que ce soit l'humain, l'animal ou le végétal, Nous sommes en effet dans une période dramatique pour la survie de l'espèce, alors il faut se mobiliser et mobiliser les autres peuples,

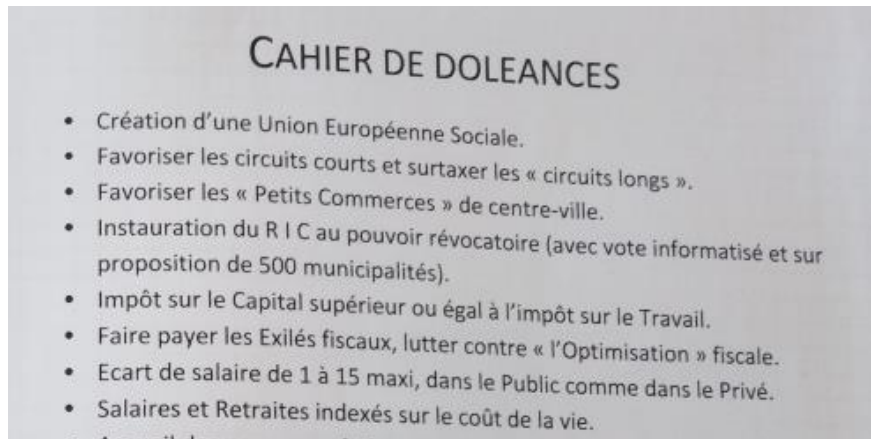
La société de consommation, ça suffit, il faut redevenir raisonnable pour la planète,
Les politiques ne vont pas assez vite en ce qui concerne le réchauffement climatique,

Je veux qu'Emmanuel Macron mette tout en place pour que les diverses pollutions cessent, Car la France perd de l'argent à soigner ensuite les gens qui deviennent malades, Il est impératif de trouver un autre **carburant non polluant** et d'obliger les constructeurs de voitures à construire des voitures non polluantes, peu chères et sans gadgets, **Oublier l'électricité**, c'est une très mauvaise idée car trop cher, trop compliqué,

2- Je désire manger sainement, alors je demande à E. Macron de faire le nécessaire afin de ne plus avoir **aucun pesticide** dans nos aliments,

- 1 - RIC Revocation de tous les élus amputés ou a gissent contre le peuple Français (Prés)
- 2 - Fin des privilèges politiques quels qu'ils soient.
- 3 - RIC obligatoire a mi mandat du Président de la République pour le bilan positif ou négatif de sa politique.

Une Europe fédérale qui gère les échanges intercontinentaux, mais laisse à chaque pays ou région son style, mode, chose de vie
- Euros, oui, mais, impôts, charges sociales en accord.
concurrence oui mais juste !!
beaucoup trop d'arnumération →
privilégier les revenus des travail des métiers et non des emplois non générateurs de valeurs.
La France produit de moins en moins, donc les ~~problèmes~~ problèmes actuels.
les agriculteurs, les artisans, les employés, les marins doivent vivre des revenus de leur travail et des subventions pour survivre.



Je suis né sous la 4^e République, j'ai connu mai 68, à 18 ans j'étais mineur, un mois après j'étais majeur et depuis je subis cette 5^e République qui n'a cessé de favoriser une minorité de nantis de plus en plus tenue et de délaisser une majorité de Français de plus en plus importante.

— Les services publics doivent être maintenus partout pour assurer à la population une qualité de vie essentielle par un accès simple aux administrations, aux hôpitaux, aux écoles, aux moyens de transport... Les suppressions de postes de personnels compétents remplacés à moindre coût par des intérimaires mal formés finissent par peser lourdement financièrement et humainement.

Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [].

1. Dactylographié collé, 37 lignes, 416 mots (femme)

Doléances de Mme [Nom Prénom] Marennes

1- Tout d'abord, j'aimerais que **le vivant** revienne au centre de la politique, que ce soit l'humain, l'animal ou le végétal. Nous sommes en effet dans une période dramatique pour la survie de l'espèce, alors il faut se mobiliser et mobiliser les autres peuples.

La société de consommation, ça suffit. Il faut redevenir raisonnable pour la planète. Les politiques ne vont pas assez vite en ce qui concerne le réchauffement climatique.

Je veux qu'Emmanuel Macron mette tout en place pour que les diverses pollutions cessent, car la France perd de l'argent à soigner ensuite les gens qui deviennent malades. Il est impératif de trouver un autre **carburant non polluant** et d'obliger les constructeurs de voitures à construire des voitures non polluantes, peu chères et sans gadgets. **Oublier l'électricité**, c'est une très mauvaise idée car trop cher, trop compliqué.

2- Je désire manger sainement, alors je demande à E. Macron de faire le nécessaire afin de ne plus avoir **aucun pesticide** dans nos aliments.

3- Je veux qu'E. Macron **taxe** les gens très riches, les GAFAs, qu'il récupère l'argent dans les paradis fiscaux. Tout cet argent perdu revient à la France.

Je désire qu'E. Macron **supprime la CSG** sur les retraités qui gagnent plus de 2000 euros et qui sont seuls car il est injuste d'avoir travaillé toute sa vie et d'avoir passé des concours pour gagner plus à la retraite. Dans mon cas, étant seule, je perds 600 euros par an sans compter l'augmentation prévue pour janvier 2019. **C'est profondément injuste.**

Quant à l'immigration, tant que **la France est malade**, il vaut mieux l'oublier pour l'instant. Occupez-vous d'abord des Français, Mr Macron. Quand la France sera revenue bien portante, vous pourrez envisager de faire entrer en France des immigrés. **Mais ce sera une immigration réfléchie, et non envahissante.**

Je souhaite enfin que la justice soit plus sévère et plus rapide. Les corps de sécurité de l'État doivent être considérés et reconnus. Ils doivent être à la pointe pour éradiquer les terroristes. **Alors, mettez les moyens.**

Je souhaite enfin qu'E. Macron reste au pouvoir, qu'il s'occupe des Français, et qu'il aille vite.

Il est temps de secouer tous ces bureaucrates.

Je ne veux pas le chaos comme certains le veulent.

Alors, Mr Macron, je suis avec vous à condition que vous remettiez de la **justice** dans ce pays, que vous **taxiez moins** les Français et vous alliez vite pour la **Planète**.

Rien n'est impossible, il suffit de le vouloir.

La France avait pris de très mauvaises habitudes...

2. Manuscrit, 12 lignes, 103 mots (homme)

Doléances de M. [NOM Prénom, Adresse, Téléphone]

Je demande instamment :

La suppression de la TICPE.

La réduction des tarifs de l'électricité et du gaz.

La suppression de la TVA sur l'alimentation de base.

Cahier de Marennes-Hiers-Brouage

La suppression de la CSG.

La réduction à 50 % du contrôle technique et amendes en tous genres.

La suppression des péages autoroutiers et de stationnement.

L'encadrement et la diminution du coût du logement.

La mise en place du RIC.

La liste n'est pas exhaustive et j'ai des idées pour financer les premières demandes.

N'hésitez pas à me contacter.

EN ATTENDANT

Mesdames et Messieurs les responsables

CARPE DIEM

Car cela ne va pas durer.

3. Manuscrit, 10 lignes, 83 mots (femme)

[Prénom Nom, Adresse]

Du partage à effectuer aux niveaux :

- de la redistribution de certaines indemnités pour le service santé, en moyens financiers, humains ; privilégier certaines corporations, santé EHPAD, hôpitaux ;
- éviter de toucher aux retraités ; on a déjà cotisé, pour ma part 42 ans. On nous sucre des augmentations, on nous impose de la CSG... et j'en passe.

Que l'on donne l'exemple en haut, et que l'on s'occupe un peu plus de ceux qui en ont réellement besoin !

Bien cordialement, [Signature]

4. Manuscrit, 30 lignes, 276 mots (femme)

[NOM Prénom, Adresse]

Gestion plus rigoureuse des dépenses publiques

Notre « vivre ensemble » est plus important que les litanies du respect des 3 % :

- Réduire le train de vie de l'État.
- Réduire le nombre de députés et sénateurs.
- Supprimer nombre de comités ou commissions obsolètes et budgétivores.
- Réduire le millefeuille administratif et territorial.

Justice sociale par une justice fiscale équitable

Que chacun paie selon ses revenus.

- Augmenter le nombre de tranches de l'impôt sur le revenu.
- Réduire les niches fiscales et certains privilèges d'entreprises (SNCF, EDF...).
- Taxer les « GAFAs » et réduire les évasions fiscales.
- Baisser la TVA pour les produits de 1^{ère} nécessité (besoins primaires) et augmenter la TVA pour les produits de luxe.
- Indexer SMIG, salaires et retraites sur le coût de la vie.

Égalité des services et des droits, quel que soit le territoire des personnes

Favoriser l'inclusion, l'insertion sociale, professionnelle et culturelle.

- Développer des services de proximité (social, santé...) pour désenclaver et dynamiser les territoires des oubliés, des exclus, des reclus.

Solidarité

La précarité juxtapose aujourd'hui la pauvreté :

- Pouvoir prendre en compte les besoins primaires de tous (logement, chauffage, alimentation).
- Accueillir dignement les personnes migrantes, sans domicile fixe, sans abri.

À Marennes

- Créer une aire réglementée pour « les gens du voyage » et des lieux d'hébergement pour « les saisonniers ».
- Développer des lieux de collecte des déchets dans les zones touristiques.
- Créer des débats publics préalables à des décisions municipales importantes (ramassage des déchets verts, regroupement de communes...).

Notre « vivre ensemble » demande à chacun d'entre nous sa part de responsabilité et d'engagement.

[Initiales]

5. Manuscrit, 6 lignes, 56 mots (femme)

[NOM Prénom, Adresse]

- L'ISF.
- RIC mis en place.
- Du travail pour les handicapés.
- Diminuer la taxe des ordures ménagères (Marennes).
- Baisse de la TVA sur les produits de 1^{ère} nécessité.
- Revoir le système de la prime d'activité, tout le monde ne peut en bénéficier, même en étant au SMIC.
- Les 80 km/h.

6. Manuscrit, 5 lignes, 27 mots (homme)

[NOM Prénom, Adresse]

- * Élections : proportionnelle.
- * Votes blancs reconnus.
- * Députés divisés par 2 (nombre).
- * Sénat supprimé.
- * Remettre la peine de mort pour les délits graves.

[Signature]

7. Manuscrit, 23 lignes, 141 mots (homme)

M. [Nom Prénom], Oléron

- 1 – RIC. Révocation de tous les élus corrompus ou agissant contre le peuple français (prési).
- 2 – Fin des privilèges politiques quels qu'ils soient.

- 3 – RIC obligatoire à mi-mandat du président de la République pour le bilan positif ou négatif de sa politique.
- 4 – Interdictions aux représentants des lobbies d'être au cœur de l'A[ssemblée] N[ationale] ou du gouvernement ou du Sénat.
- 5 – Tirage au sort de citoyens qui souhaitent contribuer au respect des choix du peuple.
- 6 – Encadrer les dividendes des actionnaires versés.
- 7 – Fin du CICE.
- 8 – Rétablir l'ISF.
- 9 – Remettre les contrôleurs (agents) de l'évasion fiscale des grands patrons pour récupérer les milliards volés aux Français.
- 10 – Baisser les taxes injustifiées.
- 11 – Condamner fermement les pseudo-policiers qui ont massacré les GJ ou mutilé.
- 12 – Démission exigée de M. Macron E. pour violation de la Constitution française et la trahison de celui-ci.

8. Manuscrit, 3 lignes, 28 mots

- Taxe aménagement du territoire.
Que celle-ci soit perçue dans le cas unique de recherche effective sur le terrain et non perçue s'il n'y a pas de recherches.

9. Manuscrit, 2 lignes, 17 mots

[NOM] à Marennes

- RETRAITES indexées au coût de la vie.
- TRAVAIL : décisions avec effet immédiat sur l'emploi.

10. Dactylographié (4 pages), 103 lignes, 1305 mots (homme)

[Prénom NOM, Adresse, Téléphone] et *paraphe manuscrit au bas de chacune des quatre pages.*

A – DIMINUER L'IMPÔT

L'État n'encaisse pas tous les impôts qui sont dus. Plus personne ne le conteste. C'est sa première obligation. Il doit remédier à cette anomalie car là se situe une véritable violence envers les citoyens.

Avant de s'interroger sur la nécessité ou pas de diminuer la masse globale des impôts, il faut examiner 2 points : sa juste répartition, la complexité du système.

1- LA JUSTE RÉPARTITION :

Effectuer une réforme fiscale d'envergure, c'est d'abord la rendre équitable en fonction des ressources de chacun, qu'il s'agisse des personnes physiques ou morales.

Il faut faire reconnaître par tous que si l'impôt est indispensable, il doit être payé à concurrence des possibilités de chacun.

Quand on dispense des personnes qui ont de très petites ressources de payer l'IRPP (ce qui est de fait le système actuel), il est fallacieux et je dirais même malhonnête de laisser croire et laisser se propager l'idée qu'on leur fait un « cadeau ». En réalité, ces personnes, par le biais de la TVA et des

diverses autres taxes (sur l'énergie par exemple), quand elles dépendent pour simplement survivre, payent proportionnellement plus d'impôt en pourcentage de leurs maigres ressources que ceux qui sont assujettis à l'IRPP.

Il faut asseoir les impôts sur les revenus (impôts sur les sociétés, IRPP, CSG) en modulant les taux, en augmentant le nombre de tranches, etc., pour les rendre plus équitables.

Certains parlaient de 14 tranches ; pourquoi pas et pourquoi pas davantage ? Ce qu'il faut, c'est moduler (réduire la taille des tranches et augmenter le nombre de taux pour que cette progressivité ne soit pas disproportionnée (ce qui est actuellement le cas pour l'IRPP). Quand on monte un escalier, cela est plus facile si les marches ne sont pas trop hautes.

2- LA SIMPLIFICATION DU SYSTÈME :

Réduire le nombre de taxes et impôts divers assis sur les dépenses.

Le problème n'est pas de baisser globalement l'impôt mais de supprimer à terme les taxes diverses et variées **en les remplaçant** pour respecter la progressivité indispensable : par exemple les taxes qui pèsent sur le carburant sont très lourdes pour le smicard et une cacahuète pour le millionnaire. Il s'agit de simplifier le système et donc à la fois de le rendre plus juste et de faire des économies.

S'agissant de la TVA, impôt reconnu comme le plus injuste, il convient de le réformer en augmentant le nombre de taux. Certaines denrées de base ne doivent plus supporter aucun impôt (y compris sur l'énergie). Établir deux ou trois tranches pour la grande masse des produits en fonction de leur nécessité. Appliquer une tranche supérieure pour tous les produits considérés objectivement comme de luxe.

Dans la réflexion pour déterminer la masse des impôts à prélever à chaque contribuable, il est indispensable de prendre seulement en considération le solde des ressources à disposition après prélèvement de l'impôt, et non pas se laisser impressionner par le montant de l'impôt à payer. Cela est vrai autant pour les particuliers que pour les sociétés.

B- Pour ce qui concerne le pouvoir d'achat

La revalorisation du SMIC est certes indispensable mais elle n'est pas la solution unique. Ce qui vient d'être annoncé n'est même pas une revalorisation mais un tout petit plus « a minima ». S'agissant de l'incidence des prélèvements sur les salaires au SMIC, il convient de veiller à éviter l'effet d'aubaine que l'on constate dans bien des entreprises...

En dehors du peu concédé aux salariés du privé, rien n'est prévu sur le point d'indice des fonctionnaires, rien non plus pour les handicapés.

La première des préoccupations des gouvernants doit être de tout mettre en œuvre pour assurer du travail à tous. Certes il appartient à la société civile d'assurer du travail en fonction des besoins pour faire fonctionner l'économie. Cependant il appartient aux pouvoirs publics de réguler et de veiller à son bon fonctionnement. Quand une société fait des bénéfices, l'État digne de ce nom doit veiller à un juste équilibre entre la rémunération du capital (ce qui est légitime) et celle du travail (ce qui est obligatoire). Dans juste équilibre, il faut entendre « justice » et la justice en la matière, c'est d'assurer une rémunération qui garantit une vie dans la dignité.

Dans l'optique de garantir un emploi à tous, l'État doit tout mettre en œuvre pour éradiquer le chômage et, faute d'y parvenir très rapidement, il doit tenter de le diminuer et dans ce sens il a un devoir de suppléance. Et avant d'y suppléer en dernier ressort par des indemnités (dont il a déjà et par avance fait supporter le coût par les travailleurs eux-mêmes grâce aux cotisations prélevées), il doit y contribuer en assurant du travail dans les secteurs qui manquent de « mains d'œuvre » comme la sécurité (police, armée), l'enseignement, le domaine médical, etc.

Aujourd'hui, il s'en dispense en prétendant n'en avoir pas les moyens. L'État, depuis la fin de la période du plein emploi, préfère compenser (fort mal) par des indemnités. Ainsi, **quand on assure du**

travail aux demandeurs d'emploi, on leur permet de contribuer par leurs dépenses et leurs impôts à la bonne marche de la société. Oui mais bien sûr, pour cela, il faut de l'argent, mais on préfère verser des indemnités... Cela donne en plus le plaisir d'humilier ces personnes en faisant croire qu'ils vivent sur le dos de la société.

En désespoir de cause, ne faudrait-il pas s'interroger sur l'instauration d'un revenu réel de base (reprenant les aides diverses) sans lequel personne ne peut survivre, à l'image du salaire universel qui avait été évoqué pendant la dernière campagne et qui semblerait être repris ici ou là ?

L'État ne sait faire des économies qu'en réduisant les effectifs sans considération de leur utilité, c'est une obsession. Il laisse croire que la diminution des effectifs dans la fonction publique est « neutre ». Elle génère du chômage, soit immédiatement, soit par l'absence de recrutement des nouveaux arrivants sur le marché du travail.

Quand on veut faire des économies, il est indispensable de commencer par éviter le gaspillage.

Dans les hôpitaux (pour ne prendre qu'un exemple), si on supprimait le paiement à l'acte, on éviterait ces doubles emplois (qui se font, j'espère, dans le souci du patient, mais est-ce si sûr ?) ; combien de médicaments ne doit-on pas retourner à la pharmacie parce que le conditionnement contraint à recevoir plus qu'il n'est réellement prescrit ? Pour ce qui concerne le matériel médical (cannes, fauteuils, etc.), pourquoi ne pas instaurer soit la location soit la vente de matériel d'occasion ?

Pour ce qui concerne les heures supplémentaires, la défiscalisation annoncée peut être acceptée comme un plus, encore faut-il pouvoir en faire. Et il y a le revers de la médaille (cela avait déjà été souligné lors de son instauration), combien d'entreprises profiteront de l'aubaine **plutôt que de recourir à de l'embauche** ? (et là on peut penser encore aux hôpitaux et d'une certaine mesure à l'enseignement, sans oublier les forces de sécurité : pourquoi recourir à des réservistes au lieu d'offrir des emplois pérennes ?).

C- Les 80 km/h : sur certaines routes ou certains tronçons, ils peuvent être justifiés ; il faut cependant en cela laisser la décision aux responsables de chaque territoire concerné (département voire commune).

D- Réforme des institutions. Parmi les réformes qu'il faut envisager, il y a celles des élections : comme cela se fait déjà pour les élections municipales, les premiers tours ne doivent pas conduire à un duel aux deuxièmes tours mais seulement à l'élimination des candidats qui n'ont pas atteint le quorum requis. Cela éviterait les abstentions massives que tous déplorent.

Ce modus vivendi convient trop bien à beaucoup mais il amoindrit la légitimité du pouvoir. La reconnaissance éventuelle du vote blanc serait un pas en avant. Il devrait venir renforcer l'importance du quorum pour donner davantage de légitimité aux résultats.

11. Manuscrit, 15 lignes, 113 mots (homme)

- Indexation des retraites sur l'inflation.
- Retrait de l'augmentation de la CSG sur les retraites.
- Diminution du train de vie de l'État :
 - moins de sénateurs,
 - moins de députés.
- Suppression du Conseil économique, social et environnemental (chambre des planqués de la République qui ne sert à rien sinon à recaser ceux qui ont perdu un poste).
- Revoir la rente à vie des présidents de la République ainsi que les avantages des anciens Premiers ministres (regarder ce qui se passe dans les pays nordiques).
- Rétablissement de l'ISF.
- Fin du CICE pour les grosses entreprises.

Cahier de Marennes-Hiers-Brouage

- Dose de proportionnelle aux élections.
- Mise en place du RIC

Mr [NOM Prénom, Adresse]

[Signature]

12. Manuscrit, 3 lignes, 21 mots (femme)

- Bravo les Gilets jaunes pour votre courage.
- Pour l'État. NUL. Cessez de reculer l'âge de la retraite. Ça m'ÉNERVE.

Mme [NOM Prénom, Adresse]

[Signature]

13. Manuscrit, 8 lignes, 65 mots (homme)

Rue des Rosiers à Nodes, les automobilistes roulent trop vite. Entre le goulet de la ferme (anciennement Roger) et la rue des Arums, aucun panneau de limitation de vitesse n'a été mis ; le 30 km/heure serait nécessaire, même un goulet de quilles en plastique serait utile.

Les panneaux du bas de route existent toujours à 50 km/heure alors qu'ils devraient être à 30 km/h.

Mr [NOM Prénom, Adresse]

[Signature]

14. Manuscrit, 23 lignes, 154 mots (homme, deux contributions à la suite)

- Afin d'éviter la spoliation des utilisateurs des pontons et cabanes dans les différents ports de la Seudre, le syndicat mixte de la Seudre doit autoriser le rachat entre particuliers comme cela est autorisé depuis plus de 50 ans, ou trouver des subventions pour racheter lui-même les pontons et cabanes. La récupération sans indemnisation au prix du marché ne peut que contribuer à augmenter la colère exprimée par le mouvement des Gilets jaunes.

[Paraphe] [Prénom, Nom]

-
- Supprimer la limitation à 80 km/h.
 - Supprimer tous les avantages des élus nationaux, ainsi que des personnels des assemblées.
 - Indexer la revalorisation des retraites sur l'inflation.
 - Supprimer les comités « Théodule » qui, pour la grande majorité, ne servent à rien.
 - Arrêter de supprimer les services publics dans les petites villes.
 - S'attaquer réellement à limiter les dépenses publiques en commençant par les ministères et les assemblées.
 - Que la justice soit la même pour tous.

[Paraphe] [Prénom, Nom]

15. Dactylographié collé, 28 lignes, 241 mots (couple)

CAHIER DE DOLÉANCES

- Création d'une Union européenne sociale.

Cahier de Marennes-Hiers-Brouage

- Favoriser les circuits courts et surtaxer les « circuits longs ».
- Favoriser les « petits commerces » de centre-ville.
- Instauration du RIC au pouvoir révocatoire (avec vote informatisé et sur proposition de 500 municipalités).
- Impôt sur le capital supérieur ou égal à l'impôt sur le travail.
- Faire payer les exilés fiscaux, lutter contre « l'optimisation » fiscale.
- Écart de salaire de 1 à 15 maxi, dans le public comme dans le privé.
- Salaires et retraites indexés sur le coût de la vie.
- Accueil des personnes âgées : création d'EHPAD publics en nombre dont le coût est proportionnel aux moyens des résidents.
- Revalorisation des ressources et augmentation des moyens des fonctionnaires (enseignants, personnels hospitaliers, justice, fonction publique territoriale...) dans les mêmes proportions que celle des policiers et/ou forces de l'ordre.
- TVA réduite pour les produits de première nécessité.
- Déprivatiser : autoroutes, eau, EDF, GDF, La Poste, SNCF.... Les services publics de base ne doivent pas être exploités au profit des financiers et les recettes doivent être réinvesties dans les fonctionnements et optimisation des services pour l'ensemble de la société.
- Le handicap doit être reconnu et aidé par des structures d'État dimensionnées aux besoins. Les moyens doivent être donnés afin de faire respecter et améliorer la législation qui prend en compte les problèmes des handicapés.
- Faciliter les moyens de déplacement performants et moins polluants (trains, bicyclette électrique, bus, téléportation...).
- Augmenter les crédits pour la recherche.

[NOM, Adresse]

[2 signatures]

16. Manuscrit, 7 lignes, 39 mots (couple)

Assez de culpabiliser et ponctionner les retraités.

Toute une vie de travail pour une retraite bien méritée !

Où est notre pouvoir d'achat?

– Augmentation continue de la CSG mais 0,3% d'augmentation des retraites sur 2 ans.

Une honte!!

Monsieur et Madame [Nom] Marennes

17. Manuscrit, 10 lignes, 68 mots (homme)

Pour la justice sociale et fiscale :

- Suppression de l'augmentation de CSG des retraités.
- Augmentation du SMIG.
- Indexation des retraites et minimums sociaux sur le coût de la vie.

Pour la restauration de la démocratie :

- Dissolution de l'Assemblée nationale.
- Mise en place de la proportionnelle.
- Prise en compte du vote blanc.
- Restauration du septennat pour le président de la République.

[Signature]

[Prénom NOM]

18. Manuscrit, 12 lignes, 93 mots

Depuis plusieurs années, les services de proximité sont fermés dans nos villes et villages (hôpitaux, bureaux de poste, préfecture). Seul le nombre d'élus, députés et sénateurs n'a pas varié.

Diminution du nombre de députés et sénateurs correspondant au nombre de nouvelles régions (proportionnellement).

Depuis la création de la 5^{ème} République, le monde a grandement évolué de par toutes les nouvelles technologies, ce qui pourrait entraîner une diminution des aides aux élus. Nous sommes taxés grandement...

En conclusion, une diminution des privilèges des élus et un juste équilibre serait apaiser les tensions nouvelles.

Merci

[Prénom Nom] Marennes

[Signature]

19. Manuscrit, 15 lignes, 86 mots (couple)

Puisque la parole nous est donnée, j'en profite pour dire que notre vie est de plus en plus précaire et que nous nous posons tous les jours la question si nous pouvons rester dans notre maison.

Notre pouvoir d'achat est au centre des préoccupations.

Relever le minimum vieillesse serait une bonne chose.

Faire participer le peuple aux décisions.

Diminuer les dépenses de l'État (commissions qui ne servent à rien) ; moins de députés qui doivent plus écouter les gens.

Enfin gouverner avec équité une semble bien.

[Prénoms NOM] Marennes

20. Manuscrit, 22 lignes, 143 mots (homme)

- M. MACRON a réussi à se faire détester de toutes les classes professionnelles, sociales, retraités, actifs ou étudiants, de son bas peuple gaulois, alors stop !
- Démission de notre président et de son gouvernement.
- Élections avec prise en compte et reconnaissance du vote blanc.
- Suppression des taxes, CSG et autres vols.
- Augmentation réelle des salaires et retraites suivant coût de la vie.
- Augmentation du taux de livret A (le seul placement accessible à tous – pauvres Gaulois de nous) ;
- Assez de scandales de salaires, détournements de fonds de nos grands chefs d'entreprises.
- Stop aux députés et politiques TROP payés, TROP nombreux, TROP peu présents.
- Rétablissement de l'ISF.
- Stop à l'immigration sauvage.
- Reconnaissance du mouvement des Gilets jaunes car eux bougent réellement.

[Prénom NOM]

PS : le gouvernement vous donne la PAROLE, alors exprimez-vous.

21. Manuscrit (deux pages), 47 lignes, 418 mots (couple)

Monsieur le président de la République,

Rien ne va plus dans ce pays. Mon cahier de doléances va comporter plusieurs points :

- Supprimer les droits de succession.
- Remettre la retraite à 60 ans pour tous y compris pour les personnes du gouvernement avec les mêmes conditions.
- Supprimer le cumul des mandats.
- Supprimer les privilèges exorbitants des politiciens (députés, membres du gouvernement...).
- Supprimer les privilèges des personnes travaillant pour l'Europe.
- Remettre l'impôt sur la fortune.
- Baisser les taxes des carburants de 50 %.
- Aligner les taxes pour les avions et bateaux.
- Réformer les prisons et faire payer les prisonniers (et leur famille) qui sont logés, soignés, nourris et blanchis et en contrepartie rendre les EHPAD gratuits pour les retraités.
- Supprimer la double nationalité.
- Faire signer un contrat aux émigrants (comme les pays musulmans) avec obligation de trouver un travail dans les 2 ans et remboursement des aides financières sous peine d'expulsion et interdiction définitive du territoire.
- Meilleure gestion du pays avec redistribution des sommes dues aux différents organismes dans les délais légaux impartis (SS, hôpitaux, caisses de retraite...).
- Réversion complète de la retraite au conjoint si l'un des 2 vient à décéder.
- Autorisation de vendre ses biens immobiliers sans plus-value et sans date prédéfinie.
- Suppression de la « caisse noire » des ministres.
- Meilleure justice pour le monde animal.
- Réduire le mandat du président de la République.
- Tenir compte lors des votes des bulletins blancs, des abstentions.
- Faire des référendums pour les votes concernant le pouvoir d'achat des citoyens et du gouvernement.
- Reverser une partie des impôts aux mairies afin qu'elles puissent gérer leur commune dignement.
- Supprimer les privilèges des anciens présidents (ex. M. d'Estaing et ses fêtes à Versailles aux frais de contribuable).
- Justice égale pour toutes les classes sociales, tous les citoyens.
- Ne pas avoir de casier judiciaire (idem pour la famille) pour faire partie du gouvernement.
- Suppression immédiate de l'ensemble des pesticides.
- Remplacer les bouteilles plastiques par des bouteilles en verre consignées.
- Aucun salaire gouvernemental ou administratif supérieur à 6000 € (et c'est déjà beaucoup !).
- Consigner toutes les canettes aluminium.
- Suppression de la chasse à courre et de la corrida.
- Une réglementation plus sévère pour les chasseurs.
- Un contrôle plus rigoureux pour le versement des allocations familiales.

Ce serait déjà une grande avancée, une justice et une égalité de tous et une source d'économie notable.

[Prénom NOM, Prénom NOM, Adresse]

22. Manuscrit, 24 lignes, 188 mots (couple)

Monsieur le président de la République,

- Le vote blanc sera-t-il pris en compte comme vous l'avez évoqué dans votre allocution du 11/12/2018 ? Cela nous semble indispensable.
- Ne serait-il pas souhaitable de rendre obligatoire le fait de voter afin d'obliger tous les citoyens à s'exprimer ?
- Il nous paraît utile de réduire drastiquement le nombre de députés et sénateurs.
- Est-il normal de prélever sans rien dire des impôts sur des retraites de 2018 avec la réforme du prélèvement à la source ? En effet, les retraites perçues début janvier ont été impactées alors qu'elles correspondent au mois de décembre de 2018.
- Il serait normal que les retraites soient indexées sur le coût de la vie.
- À quoi sert-il de vouloir développer à outrance les voitures électriques puisqu'on sait pertinemment que les batteries lithium posent des problèmes importants de recyclage et qu'en supposant que tous les foyers possèdent un véhicule électrique, on ne pourra pas les recharger en même temps en raison de l'insuffisance de la production énergétique nécessaire. Pourquoi ne pas développer les véhicules à l'hydrogène, à eau et carburant bioéthanol ?

Mr et Mme [NOM, Adresse]

23. Manuscrit, 12 lignes, 122 mots

Monsieur le président de la Région Poitou-Charente-Maritime

Nous sommes très mal desservis par les lignes de bus Nouvelle-Aquitaine sur les lignes 6E Surgères-Saint-Pierre-d'Oléron au point de vue horaires pour les trains et TER en direction de Bordeaux.

Ensuite je ne comprends pas pourquoi les bus 6 et 6E St-Pierre d'Oléron-Rochefort ne s'arrête [pas] à la station des Thermes à Rochefort, passant devant celle-ci en direction de la gare de Rochefort. Il y a 1 km de la gare de Rochefort à l'arrêt des Thermes à faire à pied. J'ai 88 ans. Je me suis vu obligé d'annuler ma cure aux Thermes, ayant pas d'arrêt à ceux ci.

Monsieur le Président, veuillez faire le nécessaire s'il vous plaît.

Veuillez agréer mes sincères salutations,

[Signature] [Adresse]

24. Dactylographié collé, 25 lignes, 253 mots (homme)

Doléances

En premier je souhaiterais voir l'État faire énormément d'économie sur son train de vie, pas forcément sur les salaires des élus mais sur les hauts fonctionnaires ou les chargés de mission ou de rapport ou les emplois fictifs. Revoir qui fait quoi et à quoi [ça] sert.

Appliquer les recommandations de la Cour des comptes qui tous les ans fait un rapport accablant sur l'énorme gaspillage et cela pour rien car jamais suivi d'effet et de sanctions.

Faire un tri dans les subventions aux associations.

Prendre une décision pour les 1 400 000 FAUSSES CARTES DE SÉCU, [ce] qui représente une perte d'environ 12 MILLIARDS d'argent dépensé à tort.

Créer le RIC avec un système de votation comme en Suisse.

S'attaquer à la fraude fiscale des très grosses entreprises.

Arrêter de faire des lois qui ne sont jamais appliquées mais simplement faire respecter celles qui existent.

Faire une politique d'immigration ferme afin d'intégrer dignement les nouveaux arrivants et reconduire les autres à la frontière.

Prendre des dispositions pour les déserts médicaux en obligeant les médecins à s'établir par un quota au nombre d'habitants comme les pharmacies.

Arrêter de tout décider de façon autoritaire et descendante.

Donner aux élus le pouvoir de décider car souvent ce sont les hauts fonctionnaires qui décident à leur place.

Avoir une police ferme avec des ordres précis, pour ne plus avoir des zones de non-droit.

Faire payer une pension aux prisonniers et saisir les actifs des trafiquants et délinquants aux profits de la police et la justice.

[Manuscrit] [PRÉNOM NOM, Adresse]

25. Dactylographié, 2 lignes, 21mots

[Couverture du magazine Valeurs actuelles n° 4284 du 3 au 9 janvier 2019 avec la photo d'Agnès Verdier-Molinié et le titre « Moins d'impôts, moins de dépenses. Le traitement de choc »]

[Commentaire dactylographié en dessous] :

Pourquoi encore dépenser du temps et de l'argent dans une concertation nationale, alors que tout le monde connaît les solutions ?

[Initiales]

26. Manuscrit, 4 lignes, 26 mots (couple)

- Indexation des pensions des retraites sur l'inflation.
- Suppression de la CSG sur toutes les retraites.
- Retour de ISF.
- Retour des 90 km/h.
- Mr et Mme [Nom]

[Signature]

27. Manuscrit, 13 lignes, 117 mots (couple)

- Suppression de la TVA sur les produits de première nécessité et les produits bio.
- Suppression de la CSG.
- Revoir le barème des impôts tout en sachant qu'une personne active ou retraitée qui gagne 2000 euros mensuels n'est pas une personne riche.
- ISF à réinstaurer.
- Faire un audit sur les hauts fonctionnaires et revoir leur salaire.
- Suppression de la taxe d'habitation comme promis par le président.

Cahier de Marennes-Hiers-Brouage

- Suppression des 80 km sur route.
- Péage moins cher.
- Diminuer la taxe des ordures ménagères sur la commune de Marennes.
- Réduire le train de vie de l'État (il n'y a pas de petites économies).
- Retraite indexée au coût de la vie.

Mr et Mme [NOM, Adresse]

[Signature]

28. Manuscrit, 30 lignes, 210 mots (homme)

Monsieur [NOM, Prénom, Adresse]

Marennes, le 10 janvier 2019

Monsieur le Président de la République

C'est en qualité de retraité et père de famille nombreuse que je m'adresse à vous.

Mon épouse et moi avons 80 et 81 ans. Nous avons six enfants, tous mariés, douze petits-enfants dont sept en couple, quatre arrière-petits-enfants, soit au total une famille de TRENTE SEPT personnes.

Nous sommes très "FAMILLE" et nous essayons de tous nous réunir plusieurs fois par an afin de conforter la cohésion familiale entre beaux-frères, belles-sœurs, cousins, cousines.

Mais cela devient de plus en plus difficile et plus cher. Quand j'ai pris ma retraite je bénéficiais d'une majoration pour enfants DEFISCALISÉE.

Je payais une CSG sans la majoration subie l'an dernier.

Ces deux mesures ont sérieusement grevé notre budget familial.

D'où mes propositions qui ne doivent pas concerner que notre cas :

- DÉFISCALISATION de la majoration pour enfants (comme pour les heures supplémentaires),
- annulation de la majoration de la CSG pour une tranche supérieure à celle en vigueur pour un couple.

Ces deux mesures me semblent équitables, car avoir élevés six enfants, aider les petits-enfants, sont des obligations logiques pour leur permettre de bien démarrer la vie.

Je vous remercie de bien vouloir examiner mes propositions, avec bienveillance.

Croyez, Monsieur le Président, à mes sentiments respectueux.

[Signature]

29. Manuscrit, 20 lignes, 183 mots (homme)

[Nom Prénom, Adresse]

- 1) Indexation des retraites sur le coût de la vie.
- 2) Retour de la CSG avant l'augmentation sur un faux prétexte.
- 3) Augmentation [du] nombre de contrôleurs fiscaux pour la recherche des fraudes fiscales.
- 4) Prise en "considération" de tous les corps de métiers et respect de leurs fonction et travail.

5) Respect de l'individu en règle générale.

Retour en arrière concernant les pontons et cabanes sur le secteur de Marennes et plus généralement en Seudre. Les pontons et cabanes ont été avec l'accord des municipalités en place depuis des décennies, achetés par les concessionnaires, et du jour au lendemain, avec la mise en place d'un syndicat, il s'avère que ces achats n'ont plus aucune valeur marchande. Il s'agit d'une spoliation pure et simple avec la complicité des élus.

. Avant toute décision importante engageant la population, il faudrait aviser cette dernière et peut-être demander l'avis en recourant au référendum.

. Ne pas oublier qu'une élection est la mise en place de personnes censées représenter la population et prendre les décisions à l'avantage de cette population et non à l'avantage de minorités influentes.

[Signature]

30. Dactylographié collé, 25 lignes, 189 mots (homme)

[Prénom NOM, Adresse, Adresse mail]

- Suppression de l'augmentation de la CSG pour les retraités.
- Gratuité des transports en commun inter-villes et villages.
- Mise en place de lignes de transport régulières dans les communes rurales.
- Indexation des pensions de retraite sur le coût de la vie.
- Nationalisation de tous les services d'intérêt général :
 - énergie
 - transport
 - autoroute
 - eaux
 - poste
 - communication.
- Création ou augmentation de lignes ferroviaires et fluviales pour le transport des marchandises.
- Remise en place de l'ISF.
- Mise en place d'une Assemblée constituante en vue de créer la VI^{ème} République.
- Remise en cause des défraiements des parlementaires (députés, sénateurs...) et des hauts fonctionnaires.
- Suppression de l'ensemble des commissions parlementaires obsolètes.
- Mise en place d'une Cour des comptes indépendante avec tirage au sort des commissaires provenant de la société civile.
- Refondation totale du Congrès avec diminution des parlementaires avec mise en place de la proportionnelle.
- Taxation des carburants lourds (cargos, gros bateaux et avions). Pollution plus importante que les véhicules terrestres.
- Arrêt total de l'ensemble des produits chimiques (glyphosate, etc.).
- Arrêt total des lobbyistes.

[Signature]

31. Manuscrit, 24 lignes, 173 mots (homme)

Mr [NOM Prénom, Adresse]

Le 11/01/19

- Suppression de la CSG pour tous les retraités, l'augmentation [de] 6,6 à 8,3 % représente une hausse de 25 %.
- Indexation des retraites sur le coût de la vie.
- Augmenter les tranches de l'impôt sur le revenu pour que chacun paye suivant son revenu. (Retour à ISF).
- Suppression des 300 niches fiscales (100 milliards).
- Chasse à l'évasion fiscale (100 milliards).
- Taxation des œuvres d'art.
- Déblocage du livret A, indexer sur le coût de la vie.
- Suppression des commissions, actuellement plus de 800 (la plupart ont 1 réunion par an).
- Revoir les salaires des hauts fonctionnaires !
- Annulation du nouveau contrôle technique (5 gaz).
- Retour au 90 km/h.
- Arrêt des taxes sur les énergies.
- Élection à la proportionnelle totale.
- Trop de députés et sénateurs.
- Limitation maximum des flux migratoires.
- Pour accès aux soins, les migrants doivent payer un droit annuel.
- Taxation des avions et cargos.
- Monsieur le Président et votre gouvernement : moins arrogance et mépris.

32. Manuscrit (2 pages), 44 lignes, 281 mots (homme)

[Prénom NOM, Adresse]

- 1) Maintenir et/ou remettre en place les services régaliens à proximité des citoyens sur l'ensemble de la France (distance maxi : 15 km) (poste, impôts, gendarmerie...).
- 2) Revenir au nombre de régions.
- 3) Pas de cumul de mandats électoraux.
- 4) Orienter la politique des revenus vers un écart ne dépassant [pas] une échelle de 1 à 5.
- 5) Redéfinir la ou les missions des services de sécurité vers la sécurité des citoyens, pas la prévention.
Ex. Gendarmerie -> surveiller les délinquants de toutes sortes (vols, agression, terroristes) au lieu de faire la chasse aux citoyens pour des excès de vitesse.
- 6) Revoir l'implantation des radars dans des zones réellement dangereuses et revoir les limites de vitesse.
- 7) Mettre en œuvre une politique visant à revoir le traité de Lisbonne. L'Europe, oui, mais pas pour gérer la vie quotidienne des citoyens.

Une Europe fédérale qui gère les échanges intercontinentaux, mais laisse à chaque pays ou région son style, mode, choix de vie.

- Euros, oui, mais impôts, charges sociales en accord.

Concurrence, oui, mais juste !!

Beaucoup trop d'administration -> privilégier les revenus du travail, des métiers et non des emplois non générateurs de valeurs.

La France produit de moins en moins, d'où les problèmes actuels.

Les agriculteurs, les ouvriers, les employés, les marins doivent vivre des revenus de leur travail et [non] des subventions pour survivre.

Si nous voulons arrêter les dégâts causés par les manifestations comme "les Gilets jaunes", éviter une probable grave crise voire une révolution, il faut tout mettre en œuvre pour que chaque citoyen puisse vivre de son travail et arrêter de lancer des phrases irréflechies : "Il suffit de traverser la rue pour trouver du travail".

33. Manuscrit (3 pages), 98 lignes, 632 mots (femme)

[Nom Prénom, Adresse]

Europe : faire une Europe qui ne soit pas celle de Maastricht et donc des financiers. Agir pour le bien de tous.

Chercher une convergence : salaires, droits sociaux, fiscalité, immigration. Interdire les lobbys qui faussent la démocratie. Lutter contre les conflits d'intérêt.

État : réduire le train de vie de l'État. Suppression des privilèges : aligner les salaires, retraites des élus sur les autres. Supprimer voitures, appartements, salariés liés aux fonctions en échange d'un salaire correct. Imiter les pays nordiques sur ce point.

Interdire cumul ou sinon limiter à un seul salaire. Réduire les réceptions, les grands raouts, les évènements de prestige. Communiquer et travailler dans des bureaux normaux et pas dans des châteaux.

Supprimer le Sénat.

Représentation : décentralisation. Faire participer la population aux choix (volontaires).

Diminuer le nombre de parlementaires.

Pour le social :

Améliorer le sort des femmes.

La réforme des retraites a pénalisé fortement les femmes surtout celles qui ont élevé des enfants.

J'en ai élevé 4. Pour ma retraite l'impact est ridicule : + 15 % sur 600 € alors que mon ex-mari qui ne s'est jamais arrêté pour les garder a + 15 % sur 4000 €. C'est normal ?

Supprimer les bonus-malus qui pénalisent les femmes aux carrières incomplètes.

Reformer le calcul des retraites pour que tout le monde ait une retraite décente.

Augmenter les petites retraites.

Plafonner les grosses versées par la Sécu.

Indexer les retraites sur le coût de la vie.

Cahier de Marennes-Hiers-Brouage

Pour les jeunes : augmenter le nombre de bourses et les résidences universitaires pour que ceux qui sont éloignés des centres puissent faire des études.

Favoriser l'apprentissage.

Supprimer les filières "d'excellence" qui sont surtout d'excellence sociale.

Mieux suivre les jeunes à leur entrée dans la vie.

Prévoir des encadrements pour les jeunes 12-18 ans avec activités... Piscines, centres, déplacements.

Favoriser le développement des petites médiathèques, bibliothèques, musées. Paris accapare l'essentiel des œuvres. Partager.

Transport :

Améliorer les dessertes des zones non pourvues. Bus. Ne pas augmenter le carburant tant qu'il n'y a pas d'alternative.

Fiscalité :

Créer de nombreuses tranches supplémentaires surtout à partir de 50 000 euros de revenus. La répartition actuelle est totalement injuste.

Lutter contre l'optimisation fiscale, l'évasion fiscale.

Modérer les impôts pour le locatif destiné à l'habitation (par rapport aux Airbnb).

Salaires : augmenter les petits salaires. Diminuer les gros surtout les énormes et indécents.

Normes : arrêter de pondre des normes.

Justice : la rendre compréhensible (vocabulaire accessible) ; privilégier le fond sur la forme (trop de procès renvoyés).

Éd. nat : revoir le système de l'inspection. Trop d'inspecteurs qui n'y connaissent rien. Faire noter la hiérarchie par la base qui a des choses à dire, à faire, à proposer.

Santé :

Personnes âgées : plus les respecter et les faire participer à ce qui les touche (maisons de retraite, EHPAD) ; elles sont vivantes !

Hôpitaux : arrêter de fermer les petites structures. Plus d'humanité. Moins de gestion. Diminuer le nombre d'administratifs et augmenter celui de soignants.

Handicap : recréer les structures d'accueil pour les enfants handicapés (surtout psy et mental). Pas assez de place, au lieu de les laisser sans soin et les mettre de toute force dans les classes.

Plus d'ateliers d'aide par le travail et d'intégration. Être plus inventifs (voir Canada).

Information :

Sortir de Paris et aller en province.

S'entourer d'experts reconnus, sociologues, géographes... pour donner une idée plus réelle de la France.

Écologie :

Soutenir le bio.

Supprimer les lobbys. Faire des commissions vraiment indépendantes.

Lutter contre les conflits d'intérêt (pharmacie, alimentaire, agriculture).

Politique :

Introduire proportionnelle.

Rendre plus de pouvoir à l'échelle locale (circulation, normes architecturales...) et aux habitants pour ce qui concerne leur vie.

Bref : plus d'humanité. Et penser à récompenser et remercier ceux qui œuvrent et travaillent.

Plus d'attention aux gens, ils seront plus heureux !

34. Dactylographié (2 pages collées), 45 lignes, 342 mots

Demandes :

Mettre en place les référendums d'initiative citoyenne.

Indexer les pensions de retraite sur le coût de la vie.

Annuler l'augmentation de la CSG des retraités.

Augmenter l'Allocation Personnalisée Autonomie.

Rétablir l'ISF. Taxer les GAFA. Revoir l'optimisation fiscale des grandes entreprises.

Ne pas parler de rentabilité pour les hôpitaux mais uniquement de soins de bonne qualité avec suffisamment de personnel bien considéré.

Fabriquer les médicaments en France.

Délivrer les médicaments à la juste quantité.

Moins de ministères, de ministres, de secrétaires d'état, d'assistants. Les États-Unis sont un pays plus grand que la France et ils ont moins de parlementaires.

Diminuer les revenus de nos députés, ministres, préfets et collaborateurs, présidents et divers assistants, secrétaires...

Définir les indemnités et salaires des élus en fonction du SMIC et non pas par leurs propres décisions et interdire dans la loi toute modification de ces émoluments par les élus eux-mêmes y compris de se voter de nouvelles indemnités ou autres remboursements ou autres frais de fonctionnement.

Arrêter de payer les anciens présidents à vie et fin de leurs privilèges.

Aligner le régime de retraite de tous les élus sur le régime général de la sécurité sociale.

Arrêter de gaspiller l'argent public. Exemple : changer la vaisselle de l'Élysée ou le personnaliser aux changements de président.

Diminuer le train de vie du gouvernement. Comparer avec l'Allemagne (déplacements, hôtels, restaurants, etc.). Mieux contrôler les fraudes CAF, RSA, sécurité sociale, etc.

Interdire les entrées des lobbys dans les assemblées d'élus.

Interdire les délocalisations d'entreprises pour raisons purement économiques.

Appliquer les mêmes règles sur la fiscalité, les salaires et les impôts dans tous les pays appartenant à l'Europe.

Rétablir les services publics et arrêter de désertifier nos régions. Nous payons de plus en plus de charges et parallèlement nous avons de moins en moins de services publics.

Développer des transports alternatifs qui soient "verts" et surtout pas électriques qui seront dans quelques années une autre catastrophe écologique.

Bannir complètement tous les pesticides et engrais et développer la permaculture...

Votes à la proportionnelle prise en compte des votes blancs.

[Initiales] Marennes

[Signature]

35. Manuscrit, 12 lignes, 96 mots (femme)

[Prénom Nom, Adresse] 13.1.2019

- Rendre le vote obligatoire tel qu'il existe dans de nombreux pays.
- Prise en compte des bulletins blancs ou nuls.
- Égalité salariale totale à diplômes ou compétences égaux(les). Femme = homme.
- Prise en compte immédiatement de la pétition sur le climat.
- Taxation des GAFAs et lutte réelle contre les paradis fiscaux et pénalités réellement dissuasives afférentes.
- Inéligibilité réelle suivant des sanctions réelles. Merci de ne pas se contenter d'initier ces propositions...
- Supprimer la rente à vie des anciens présidents et les logements de fonction etc., tel que c'est encore le cas.

36. Manuscrit (2 pages), 25 lignes, 166 mots (femme)

Mme [NOM, Adresse]

- Revoir le système d'imposition.
 - Ne pas envisager d'augmenter les frais de succession ou maintenir la taxe d'habitation pour pallier la suppression de l'ISF.
 - Suppression pour tous de la taxe d'habitation.
 - Lutter EFFICACEMENT contre l'exil fiscal et les fraudes.
 - Imposer les résidents à l'étranger (hauts revenus).
- Baisser les dépenses de l'État.
 - Réduire le nombre de parlementaires et supprimer certains avantages liés à la fonction (ex: frais d'obsèques, exonération de la CSG sur frais...).
- Transition écologique.
 - Faire payer les plus gros pollueurs.
 - Suppression des avantages accordés aux compagnies aériennes, maritimes.
 - Se soustraire à la pression des lobbys (pesticides...).
- Pouvoir d'achat.
 - Indexation des retraites, pensions handicapés... sur le coût de la vie.
- Moins de "pédagogie". Nous comprenons le sens des réformes mais tous doivent y participer surtout les personnes à qui la suppression de l'ISF a augmenté les revenus.
- Comptabiliser les votes blancs (les reconnaître).
- Donner les moyens aux services publics (hôpitaux, sécurité).

37. Dactylographié (4 pages), 85 lignes, 633 mots (femme)

Doléances de [Prénom NOM, Adresse]

Fille d'un petit artisan de province, fonctionnaire pendant plus de 40 ans au service de mes concitoyens, mère de 2 enfants dont l'une est handicapée, aujourd'hui retraitée dûment ponctionnée pour participer à l'effort national, je ne me réclame que de ma petite expérience de la vie pour noter ici quelques réflexions.

1. La France est un pays riche.

- Elle est riche d'une histoire trop souvent oubliée ou manipulée.
- Elle est riche de valeurs, certes régulièrement citées, mais en permanence foulées aux pieds.
- Elle est riche d'une population industrielle et novatrice et cependant méprisée, insultée par une intelligentsia dont l'incurie n'a d'égale que la sottise et l'arrogance.
- Elle est riche d'une économie livrée par des gouvernements successifs indifférents et cupides à l'avidité du libéralisme mondialisé.

Ainsi toute la richesse est accaparée par une petite minorité qui organise l'appauvrissement de la majorité de la population.

La colère est donc là et la violence aussi parfois mais comment la dénoncer alors que toutes les revendications et tous les mouvements de protestation ont été sciemment ignorés depuis des dizaines d'années ?

Et quelle violence pire que celle ressentie par une famille qui n'arrive plus à nourrir ses enfants à la fin du mois ?

2- Alors de mesures d'urgence s'imposent :

- Les salaires et les retraites doivent être indexés sur un coût réel de la vie, calculés à partir du prix des produits de base. Les salaires doivent être rééquilibrés en fonction de l'utilité sociale des métiers concernées : une infirmière ou un professeur n'ont-ils pas droit à autant sinon plus de considération qu'un trader ? Chacun doit pouvoir vivre dans la dignité (nourriture, logement, santé...) et avoir un large accès aux loisirs et à la culture.
- Les services publics doivent être maintenus partout pour assurer à la population une qualité de vie essentielle par un accès simple aux administrations, aux hôpitaux, aux écoles, aux moyens de transport... Les suppressions de postes de personnels compétents remplacés à moindre coût par des intérimaires mal formés finissent par peser lourdement financièrement et humainement.
- Chacun doit contribuer selon ses moyens par l'imposition au maintien des infrastructures et au développement du pays. L'ISF doit donc être rétablie et les grands groupes internationaux payer des impôts là où ils travaillent.

Mais ces mesures ne suffiront pas :

- C'est toute une société, délitée par les exigences d'un "libéralisme sauvage" (travail les dimanches et jours fériés, entassement dans des cités dortoirs, enfants livrés à eux-mêmes et aux trafics divers...) qu'il faut rebâtir.
- C'est toute une réorganisation du travail sur les territoires dans le respect de l'environnement, en s'appuyant sur la créativité des habitants et des entreprises locales, qui est à créer.
- C'est toute une vie politique réellement démocratique, y compris dans le cadre européen, qu'il faut mettre en place, avec des élus pénétrés de leurs devoirs plus que de leurs droits (assez de privilèges

et de sinécures à vie !), en particulier du devoir de rendre compte de leur action à une population qui n'a fait que leur déléguer son pouvoir. Le RIC est, de ce point de vue, une piste intéressante.

- Comme la répression (lances à eau, gaz lacrymogènes, gardes à vue...) n'a jamais suppléé au débat ni constitué une réponse à long terme, il s'agit maintenant d'accepter de se poser les bonnes questions pour essayer de trouver ensemble quelques réponses intelligentes en mettant nos actes en concordance avec nos paroles.

Alors il sera temps d'affronter les vrais défis de notre époque que sont le réchauffement climatique (oui, le kérosène aussi peut être taxé), les déplacements croissants de la population mondiale attirée par les pays riches (et le scandale des noyades en Méditerranée !) afin de préparer un monde meilleur pour nos enfants.

N'est-ce pas ce dont nous rêvons tous ?

Marennes, le 14/01/2019

38. Manuscrit, 12 lignes, 110 mots (homme)

Le 14 janvier 2019

- 1) Établir des États généraux (pouvoir d'achat, vie chère).
- 2) Abolition de la CSG + CRDS qui ne sont ni un impôt ni une charge sociale, qui a rapporté 100 milliards depuis 1990.
- 3) Réforme du logement pour recadrer les tarifs, qui ont augmenté par 3 fois.
- 4) RIC, selon art. 3 et 11 de la Constitution.
- 5) Établir un Grenelle de la fiscalité.
- 6) Revoir le CICE pour réorienter les recettes.
- 7) Débat sur le patronat qui fabrique une politique des bas salaires = trappe à pauvreté.
- 8) Fiscalité sur les gros pollueurs (avions, tankers, exploitation charbonnière mondiale).
- 9) Application dans la productivité [de] la règle des trois tiers.

Mr [NOM]

[Signature]

39. Manuscrit (feuille volante A5 écrite recto/verso), 18 lignes, 117 mots

Bonjour,

Tout a été dit :

- justice pour tout le monde pareil,
- les mêmes droits,
- augmentation des retraites, du SMIC,
- ne pas toucher à la pension de réversion,
- les droits fiscaux,
- aide aux logements,
- droits d'avoir un toit pour tous,

- simplifier les demandes, réduire le temps d'attente,
- obliger les propriétaires à louer un prix raisonnable,
- supprimer les droits [de] succession.

Tout ce qui a été dit, redit : consommation, etc., etc.,

- l'émigration ! Arrêtons,
- pas normal que grâce à des associations, les gens mangent à leur faim ; l'abbé Pierre doit se retourner dans sa tombe.

Liberté, égalité, fraternité. Aujourd'hui, cela n'a plus de sens....

40. Manuscrit, 28 lignes, 175 mots (femme)

Marennes, le 14 janvier 2019.

Plus de pouvoir d'achat pour tous en baissant la TVA sur tous les produits de première nécessité.

Plus de pouvoir d'achat pour nos retraités en annulant la CSG pour eux.

Le rétablissement de l'ISF rapidement.

Recadrer enfin les droits des parlementaires ainsi que les salaires trop élevés.

Arrêter de donner autant de la place à la 1^{ère} dame de France.

Arrêter de rémunérer autant les anciens présidents de la République et de leur laisser autant d'acquis.

Mettre en place le référendum d'initiative citoyenne avec des véritables questions d'actualité pour plus d'équité.

Augmenter le salaire des aides-soignantes et obtenir plus de moyens et de temps en EHPAD, ceci pour faire un véritable accompagnement de nos aînés.

Avoir plus de transports et de services publics dans le milieu rural.

Avoir plus de reconnaissance de la part de nos dirigeants, vivre tout simplement.

Enfin pour finir, la limitation des 80 est-elle vraiment significative ?

A-t-elle permis de sauver des vies ? Je l'espère !!!

Merci à vous car je souhaite un avenir meilleur pour mes enfants et petits-enfants,

[Nom Prénom] (Marennes)

41. Dactylographié collé, 35 lignes, 462 mots (femme)

Monsieur le Président,

Dans votre lettre aux Français, vous écrivez : "Je n'ai pas oublié que j'ai été élu sur un projet, sur de grandes orientations" ; vous oubliez que vous avez été aussi élu par dépit face à Madame LE PEN.

Pour répondre à quelques questions :

I- FISCALITÉ ET DÉPENSES PUBLIQUES

- En ce qui concerne les impôts, nous payons l'impôt à la commune, l'intercommunalité, le département, la région et l'État. Ne pourrait-on pas simplifier en réunissant la commune dans une intercommunalité (une seule entité morale), et en supprimant le département dont les compétences

seraient reprises par la région ? Économie de personnel, d'élus départementaux, donc diminution de la fiscalité.

- On peut diminuer les dépenses publiques en limitant le nombre de ministres et de secrétaires d'État.

- On peut diminuer les dépenses publiques en réduisant le nombre de parlementaires, que les deux chambres aient un nombre égal de membres ; tenir un registre de présence aux séances et que leurs indemnités soient déterminées en fonction de leur présence en séance (du début à la fin).

- Supprimer les privilèges alloués aux anciens présidents de la République (voiture, chauffeur, secrétaire, gardes du corps, etc.) ainsi qu'aux députés et sénateurs non réélus, quel que soit le nombre d'années de leur mandat.

II- TRANSITION ÉCOLOGIQUE

L'exemple venant d'en haut, pourquoi les membres du gouvernement ne roulent pas en voiture électrique et ne font pas de co-voiturage ? Prenez l'exemple de Madame TAUBIRA, ancienne ministre garde des Sceaux, qui se déplaçait à vélo...

III- IMMIGRATION

Limiter l'entrée en France du nombre d'immigrants. Éviter de les regrouper dans des quartiers où ils forment ainsi un « ghetto » où les forces de police et les secours n'ont pas accès. Cela faciliterait leur intégration en France, s'ils veulent s'intégrer. Dans le cas contraire les renvoyer dans leur pays.

IV- POUVOIR D'ACHAT

Je suis retraitée de la FPT. Ma retraite indexée sur le point d'indice n'a pas été augmentée alors que la valeur du point d'indice l'a été. J'ai posé la question à l'organisme de retraite qui m'a répondu que « seuls les fonctionnaires en activité étaient concernés par cette augmentation ». C'est alors que j'ai compris que le prix du pain et de toutes denrées alimentaires étaient plus chères pour les fonctionnaires en activité. Quelle injustice et quelle discrimination !

Quant à la solidarité intergénérationnelle, nous n'avons pas attendu après vous pour la pratiquer : garde des enfants, aides en tous genres... Avec l'augmentation de 25 % du taux de CSG, je ne peux plus aider mes enfants comme je le faisais auparavant.

Les Français sont en colère par trop d'injustice, trop de discrimination, et par vos propos, vous ne faites qu'alimenter cette colère. J'ose espérer que ce n'est qu'une simple maladie de votre part.

42. Dactylographié collé (majuscules gros caractères), 25 lignes, 191 mots (femme)

RÉTABLISSEMENT de L'ISF.

SUPPRESSION DE L'AUGMENTATION DE LA CSG ET DES TAXES.

AUGMENTATION DES BAS SALAIRES ET DES PETITES RETRAITES ET DE CEUX QUI ONT UN TRAVAIL PÉNIBLE, DES PENSIONS D'INVALIDITÉ.

AUGMENTATION DES INDEMNITÉS CHÔMAGE.

INDEXER TOUS LES SALAIRES ET LES RETRAITES SUR L'INFLATION.

BAISSE DES TAXES SUR LES PRODUITS DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ.

DIMINUER LES AVANTAGES DE TOUS LES HAUTS FONCTIONNAIRES (présidents de la République, sénateurs, députés, etc.)

SUPPRESSION DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL QUI NE SERT QU'À DES PLANQUES.

SUPPRESSION DES AVANTAGES DE LA 1^{ère} DAME QUI N'A PAS ETE ÉLUE.

SUPPRESSION DES AVANTAGES DES ANCIENS PRÉSIDENTS DE LA RÉPUBLIQUE.

PLUS DE PERSONNELS DANS LES HÔPITAUX, LES ÉCOLES, LES TRIBUNAUX ET J'EN OUBLIE SÛREMENT.

ARRÊTER LE RACKET SUR LES ROUTES.

ARRÊTER LA DÉSSERTIFICATION DANS NOS CAMPAGNES ET NOS PETITES VILLES.

OBLIGER LES ENTREPRISES POLLUANTES À SE METTRE AUX NORMES.

SUPPRIMER TOUS LES PESTICIDES CANCÉRIGÈNES OU NÉFASTES POUR L'ENVIRONNEMENT, ILS SONT NOMBREUX.

TENIR COMPTE DU VOTE BLANC ; IL Y AURAIT PLUS DE PERSONNES QUI IRAIENT VOTER.

DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

INSTAURATION DU RIC.

RESPECTER LES DROITS DE L'HOMME, LES LIBERTÉS, LES ÉGALITÉS ET LA FRATERNITÉ BAFOUÉS PAR CE GOUVERNEMENT DICTATORIAL.

Madame [Nom Prénom, Adresse]

43. Manuscrit (4 pages), 85 lignes, 754 mots (homme)

Doléances de monsieur [NOM Prénom, Adresse]

Monsieur le président de la République,

Je suis né sous la 4^e République, j'ai connu mai 68 ; à 18 ans j'étais mineur, un mois après j'étais majeur et depuis je subis cette 5^e République qui n'a cessé de favoriser une minorité de nantis de plus en plus ténue et de délaisser une majorité de Français de plus en plus importante.

Ce phénomène des "Gilets Jaunes" auquel je n'ai pas participé, mais pour lesquels je partage la majorité de leurs préoccupations est le résultat logique de la dégradation de notre société.

Aussi, je voudrais ajouter quelques remarques au débat national.

- Le taux de chômage ne baisse pas et ne baissera pas parce qu'il n'y a pas de travail et que la population augmente. On TUE les petits boulots, celui des petites mains que l'on remplace par l'assistantat informatique, industriel. Tout le monde n'a pas la capacité intellectuelle de travailler devant des écrans ou des machines sophistiquées. Bientôt, nous n'aurons plus de caissières, de mécaniciens, de maçons, de plombiers... Car ils seront remplacés, mais on ne remplacera pas leur travail.

- La société dans son mode d'expression doit changer ? D'accord, mais il faudra tout reprendre depuis le début, c'est-à-dire dès l'enfance des Français.

En fait, il faut reprendre leur éducation. Il faut leur apprendre et les préparer à vivre dans cette société française, dont le mode de démocratie était envié dans le monde.

Ils doivent apprendre à vivre dans la cellule familiale et la cellule scolaire, et connaître le fonctionnement des institutions de notre pays (éducation civique). Si la majorité de nos enfants évoluent selon le même modèle (comme ça se faisait avant), on ne sera pas obligé de les ASSISTER (pas aider) en permanence par la suite.

- Il y a trop de lois en France, trop compliquées et qui ne sont pas appliquées. Plus une loi est compliquée, plus elle donne du grain à moudre aux avocats et assiste une nouvelle fois les contrevenants.

Et malheureusement, aujourd'hui en France, comme on n'éduque plus beaucoup nos enfants-rois, l'exécutif proclame des lois mal comprises par les Français.

Je ne comprends pas pourquoi on est capable de mobiliser près de 100 000 personnes des forces de l'ordre pour des Gilets jaunes et quelques centaines de casseurs quand on laisse depuis plus de 30 ans des zones de non-droit se multiplier en France sur fond de drogue. Comment n'arrive-t-on pas à éradiquer ce fléau qui pollue notre société ?

- Tout à fait d'accord pour sauver notre planète, mais je pense qu'on arrivera à de meilleurs résultats en éduquant qu'en taxant. Ça revient à ce que je disais plus haut sur nos enfants. Je rajouterai ici qu'il faut responsabiliser les parents et réaffirmer la loi sur la majorité à 18 ans car aujourd'hui elle ne sert à rien.

- En ce qui concerne les handicapés, il faut que TOUT le monde sache qu'aujourd'hui (entre autres) une personne naissant aujourd'hui avec un handicap majeur à vie (aveugle, sourde...) perd la TOTALITÉ de son AAH dès lors qu'elle partage le même toit (pacsé, marié ou pas) qu'une personne gagnant plus de 1 800 € nets par mois (et ça doit baisser à 1 600 €) comme si cette personne était responsable de son handicap. Maintenant, allez dire à cette personne handicapée que son handicap a disparu du fait des revenus de son conjoint : totalement inepte par rapport à des concessions pécuniaires accordées à d'autres catégories de personnes.

- Monsieur le président, il paraît que lors de l'un des conseils des ministres, vous avez dit qu'il fallait arrêter de "faire chier" les retraités (je n'ai pas le terme exact), alors faites-le. D'accord, il faut favoriser le travail, mais n'oubliez pas les retraités. Revenez sur l'intégralité de vos mesures les concernant et indexez les pensions sur le coût de la vie.

Quant à l'immigration, je dis stop. Tout simplement parce qu'aujourd'hui on ne sait pas l'organiser, on fait tout et n'importe quoi, y compris pour la naturalisation. Ça se mérite d'être français.

- Je finirai en vous disant, que si vous voulez favoriser le travail, il faut arrêter de favoriser les actionnaires qui vivent de l'argent des autres et ne travaillent pas. Trop de grosses sociétés ferment car elles préfèrent sauvegarder les avoirs des actionnaires que leur personnel. Je crains que si vous ne faites pas le nécessaire avant la fin de votre quinquennat, la France ne parte vers les extrêmes. En mai 2017, les Français vous ont trouvé in extremis comme joker, ne l'oubliez pas.

Le 15/1/19

[Signature]

44. Manuscrit (4 pages), 77 lignes, 502 mots

En ce qui concerne la Constitution de 1958.

- Abrogation de l'article 16.

- Encadrer l'utilisation de l'art. 49 al. 3. Il ne me paraît pas normal que le budget soit voté de cette manière (JOSPIN).

- Encadrer l'utilisation du recours aux ordonnances. Une loi importante se doit d'être discutée par les représentants du peuple.

- Réduire le pourcentage des projets de loi émanant de l'exécutif au profit des propositions de lois émanant de l'Assemblée nationale représentante du peuple (pouvoir législatif). Mise en place référendum d'initiative populaire (encadrée) concernant les Assemblées (nationale et Sénat).

- Émargement des personnes présentes (je travaille, si je n'émarge pas je ne suis par rémunérée).

- Sanctions en fonction du taux d'absentéisme claires et précises.

Pour être élu : TEST de connaissances :

Cahier de Marennes-Hiers-Brouage

- sur la Constitution de 1958 (M. Valls ne la connaissait pas) + test de connaissances générales. Ce qui se fait pour le recrutement des fonctionnaires.

-> Prix des produits de 1^{ère} nécessité :

- M. Copé ne connaît pas le prix des pains au chocolat.
 - M. Darmanin sur la réalité du pouvoir d'achat des Français et ses remarques sur le prix d'un restaurant.
 - Une députée la REM qui se présente à un débat avec des Gilets jaunes et qui ne connaît pas le montant du SMIC.
- Lorsque je participe à une réunion, je prépare mes dossiers.

Fin de l'immunité parlementaire, ministérielle, présidentielle. Aux USA, un président en fonction peut être déféré devant un tribunal (B. Clinton).

Restaurer un POUVOIR judiciaire indépendant et pas une autorité judiciaire sous le contrôle du président de la République.

Respect des résultats aux referendums ;

- . Europe (Sarkozy)
- . Des Landes (E. Macron)

Au niveau des élections :

- Mise en place d'un pourcentage de proportionnelle.
- Tenir compte des votes blancs, moyen d'expression du peuple et meilleure connaissance des élus de la réalité de leurs suffrages acquis.

Au niveau financier :

- Vérifier l'efficacité et la contrepartie des mesures mise en place en cas de baisse des impôts (ISF vraiment efficace). Baisse de la TVA (les cafetiers n'ont pas joué le jeu et n'ont pas embauché).

→ Si non-respect, annulation de la mesure.

- Augmentation de la TVA sur certains produits de luxe :
 - . Voiture de plus de 50 000 euros.
 - . Chambre d'hôtel, lorsque l'on paie une chambre d'hôtel à 3000 €, on peut payer 10 % de plus (indolore).
 - . Parfum.

-> Meilleur contrôle des associations loi 1901 gérant des établissements spécialisés (IME, IEM et surtout centre de rééducation, séjour plus long que nécessaire...)

> Taxer le kérosène, l'avion n'est pas un produit de 1^{ère} nécessité.

Environnement :

- . Réduire les déplacements des ministres, du président, notamment en avion. Tout le monde se déplace à l'autre bout de la terre pour se gargariser que les déplacements en avion ont un impact néfaste pour l'environnement.
- . Crédit d'impôt voitures hybrides inaccessible aux petits salaires.
- . Produits de 1^{ère} nécessité BIO.

Information :

Facilité l'accès aux informations taux de TVA sur tous les produits.

Marennes 15.1.2019

[Signature]

45. Manuscrit, 13 lignes, 123 mots

Le 16/01/19

- Remettre à 75 % la pension de réversion (sans condition) et les 25 % restant pouvoir les donner à une association ou à la ville de résidence.
- Laisser la ½ part pour le paiement des impôts la 1^{ère} année qui suit le décès (au moins).
- Revoir les prix d'une donation-partage et les droits de succession à la baisse. Ne pas avoir le sentiment d'avoir travaillé pour l'État.
- Mettre plus de médiateurs dans les administrations, plus de contact humain pour pouvoir se justifier.
- Quand plusieurs administrations sont sur un même dossier, bien vérifier que les lois de chacune ne s'opposent pas...
- Bien faire la différence avec une EARL, SARL... et les très grandes entreprises (fiscalité, contrat de travail...).

[Signature]

46. Mail imprimé (5 pages), 180 lignes, 2422 mots (homme)

De [Nom Prénom]

Envoyé : samedi 12 janvier 2019, 11:32

À : nom.prenom@gmail.com [lettre circulaire]

Objet : Pour un monde plus juste... lettre ouverte à M. Emmanuel Macron, président de la République.

Pour un monde plus juste, lettre ouverte à Monsieur Emmanuel Macron, président de la République,
Monsieur le Président,

- Suite à la question légitime de savoir si le TGI de La Rochelle est devenu le siège social de la criminalité en cols blancs ?
- Suite à la récente décision de madame la procureur, [Prénom Nom], de ce même tribunal,
- Suite à la démonstration, quand il s'agit de la criminalité en cols blancs :
 - de l'incapacité de l'État à respecter les droits des citoyens inscrits dans la Déclaration des Droits de l'Homme,
 - de l'incapacité de l'État et de ses représentants à faire respecter la Constitution,
 - de l'incapacité de l'État à faire respecter les conventions internationales sur la propriété,
 - de l'incapacité de l'État et de ses institutions à faire respecter les lois votées démocratiquement qui permettent le vivre ensemble et la paix sociale,
 - des manquements de certains représentants de l'État, magistrats, gendarmes devenus hors la loi qui reçoivent la bienveillance de leur hiérarchie et ministre de tutelle,

- Suite à l'attitude de représentants de l'État et de l'ordre pour empêcher la diffusion de l'information puisque je fus conduit en garde à vue sans avoir commis la moindre infraction,

- Suite à la violence que risque de générer de telles carences de l'État dont je ne cesse d'être l'oreille depuis tant d'années,

- Suite au silence du ministère de la Justice, de madame Nicole Belloubet, et autre ministre de tutelle.

Pour la paix sociale et dans l'espoir du courage nécessaire, pour que personne ne soit au dessus des lois comme vous l'avez affirmé, ainsi que votre Premier ministre.

Pour que ne soient pas discréditées des corporations de représentants de la loi, de l'ordre, gendarmes et magistrats par la faute de quelques brebis...

Pour que la loi de l'entre-soi ne remplace pas en certaines circonstances LA loi, écrite dans les codes qui régissent notre démocratie.

Pour que les petites mains ne soient plus plus fortes que le droit comme l'affirmait le promoteur poursuivi pour me dissuader d'agir en justice.

Pour que, par des sanctions exemplaires, ces HORS la LOI et officiers ministériels, officiers de police judiciaire, notaires, ou complices (au service d'un simple promoteur parfois), qui transgressent les lois et droits réputés inviolables, imprescriptibles, en soient dissuadés.

Pour que la généralisation de ces crimes, devenues parfaits, grâce à la justice ou « l'IN-justice » ne puisse se poursuivre ... et avec elle, le désir de résistance qui devient dès lors légitime.

Pour que nos enfants ne puissent nous reprocher d'avoir laissé un monde où seul l'absence de courage et la cupidité ont prévalu, à la construction d'un monde plus juste,

Pour la paix sociale et pour que la France ne perde pas sa légitimité à évoquer les Droits de l'Homme sur la scène internationale.

Vous laissant à vos responsabilités, mais dans l'attente de votre réponse, et intervention auprès de votre Premier ministre.

Suite à la demande qui m'est faite de réactualiser le dossier.

Je vous propose ci dessous ce rappel des faits

[Prénom Nom]

PS :

- Bien sûr, j'espère que pour la raison d'État qui consisterait en la protection de quelques individus il ne sera pas fait recours à quelques "artifices" pour mettre à l'écart celui qui lance une alerte dans l'intérêt général.

Pour rappel vous trouverez les détails ...plus circonstanciés des faits et manquements lettres, vidéos explicatives sur le site <http://www.impunite-cols-blancs.fr/>. Je vous ai également adressé le livre (document) HOLD UP A LA FRANÇAISE / RÉSISTER POUR ESPÉRER LA JUSTICE OU LE POT DE RÊVE CONTRE LE POT DE FER.

Cette histoire peut arriver à chacun d'entre nous. Et la vie peut basculer...

Rappel des faits mais surtout résultats de la dernière intervention de madame la procureur de la République du TGI de La Rochelle.

Un jour un promoteur, [Prénom Nom], décide de s'approprier une partie de votre propriété même si elle comporte une partie de votre maison. Cette opération permettra au pharmacien du bourg. Monsieur [NOM, P.], de construire un bâtiment plus grand.

Comment est-ce possible ? Il suffit d'un notaire, peu scrupuleux, ici maître [NOM, Prénom]. Ce dernier attribue votre propriété à un tiers, grâce à un acte, qui sera dit « authentique ». Cette maison ne vous appartient plus.

Ce fait est aujourd'hui d'une grande banalité. La cupidité n'est-elle pas devenue une valeur sûre ? Des milliers de cas aujourd'hui !

La justice vous rendra-t-elle votre maison ?

Dans cette histoire, doit-on laisser monsieur [N.], propriétaire depuis des décennies, vulnérable, aujourd'hui sous curatelle, mon voisin, être spolié sans réagir ? Cela ne m'a pas été possible ... Je pensais que très rapidement la justice rétablirait ses droits car le droit de propriété est parfaitement défini et protégé en France.

La propriété est considérée comme un droit inaliénable par la déclaration des Droits de l'Homme, la Constitution et les codes qui régissent notre vivre ensemble. Même si les auteurs refusent de reconnaître le vol, et produisent dès 2003, faux et faux en écritures à la demande. Monsieur[N.] dispose d'un acte authentique de 1957, qui précise de façon précise et sans équivoque sa propriété, comme le confirmera une expertise judiciaire, huissiers,...

D'autre part monsieur [N.] n'a jamais cédé ni vendu cette propriété, il suffit d'aller devant les tribunaux pour faire valoir le droit selon la loi.

Cette procédure qui aurait dû demander quelques mois au plus, prendra plus de quinze années, des dizaines de milliers d'euros, des tonnes d'énergie ... pour ne toujours pas aboutir.

Dans ce type de combat, les préjudices familiaux, de santé, financiers se multiplient... les menaces déclinées sous toutes leurs formes sont courantes ... et jusqu'aux menaces sur des enfants ... mon véhicule s'est même embrasé « spontanément » sur ma propriété !

La stupéfaction se rencontre à chaque stade des procédures.

Dès le TGI de La Rochelle avec monsieur [Prénom NOM], par exemple, juges et magistrats seront au dessus des lois, chacun leur tour, et ceci jusqu'à la Cour de cassation.

Outre violer la loi, les manquements et la partialité se multiplient. Fautes lourdes et dénis de justice s'accumulent.

Récemment.

Madame la procureure proposera un non-lieu sans même commenter un acte dit authentique dont les nombreuses erreurs, falsifications, omissions, conduiront monsieur [N.] à perdre une partie de propriété, maison et accès.

Au pénal, madame la procureur, [Prénom Nom], optera pour un non-lieu pour les personnes poursuivies.

Concernant monsieur [Nom Prénom] :

elle écrira en substance que monsieur [Nom Prénom] n'avait aucun élément pour savoir qu'il s'agissait d'un faux qui lui accordait la propriété ... alors que ce dernier signe, dans un même temps, un acte par lequel il confirme qu'il sait et signe que la parcelle qu'il est en train de voler appartient à monsieur [N.].

Madame la procureure [Prénom Nom] disposait de six autres preuves qui permettaient de démontrer et d'affirmer la pleine connaissance que monsieur [Nom Prénom] avait du véritable propriétaire de la parcelle qu'il spoliait avec la complicité de son ami maître [Prénom Nom].

Ainsi un plan d'un géomètre-expert réalisé deux ans auparavant à la demande de monsieur [Nom Prénom]. dans le cadre d'une promotion immobilière et qui précisait en toutes lettres : « parcelle de

monsieur [N.] ». Ce plan m'avait été remis quelques jours avant la fabrication à la chaîne des faux et donc quelques jours avant la spoliation définitive.

... La confirmation et la démonstration dans l'expertise judiciaire tant du droit de propriété de monsieur [N.], que « la parfaite connaissance » de notamment M. [Nom Prénom] avait de sa véritable propriété, ne sera pas retenu non plus !

Concernant maître [Prénom Nom] :

Madame la procureure proposera un non-lieu sans même prendre la peine de commenter ou étudier un acte dit authentique objet de poursuites de faux en écriture publique par dépositaire de l'autorité publique dans le cadre de sa mission. Cet acte est qualifié de crime par le code pénal.

Cet acte pourtant réputé authentique cumule erreur de calcul, de transcription, de lecture et omissions. Une modification de permis de lotir également. Ces "erreurs" concernent toute la propriété volée et toutes convergent et permettent la spoliation et l'utilisation du bien immobilier volé. Monsieur[N.] perdra une partie de propriété, maison et accès et ne pourra plus accéder, en droit, au reste de sa maison !

Les manquements aux obligations de notaire sont nombreux.

Ainsi et de plus, maître [Nom Prénom] se contentera comme origine de propriété de la seule attestation qu'il a délivrée lui même deux jours auparavant !

C'est cette seule attestation qu'« étudiera » madame [Prénom Nom] pour conclure à un non-lieu en se contenant de dire qu'il n'y avait pas d'intention volontairement frauduleuse.

Pourtant, je rappelle, que c'est cette seule attestation qui servira, deux jours plus tard, au paragraphe obligatoire que doit remplir un notaire : « origine de propriété » !

Comment considérer cela comme non intentionnellement frauduleux ? Et quand bien même, l'acte qui suivi n'est-il pas suffisant pour qualifier de faux et poursuivre maître [Nom Prénom] devant une cour d'assises ?

Magistrats cumulent fautes lourdes et dénis de justice.

Quand madame Nicole Belloubet cessera-t-elle le silence, prendra-t-elle ses responsabilités et avec les services de la chancellerie et du CSM sanctionneront de façon exemplaire les magistrats HORS LA LOI, conformément à ses prérogatives ?

Bien sûr il vient à l'esprit « quand y aura-t-il une procédure de comparution immédiate pour les magistrats », Madame Nicole Belloubet ?

Stupéfaction encore avec l'intervention d'officiers de police judiciaire : appelés pour aider à la manifestation de la vérité, ils transgresseront la loi également. Ainsi, à leur tour, des officiers de gendarmerie choisiront le côté des voleurs. Plus fort encore, lors d'une commission rogatoire, l'officier [Prénom Nom] de la brigade de Rochefort, accordera au voleur, monsieur [Nom Prénom], dans ses conclusions, une surface de la maison encore plus grande que ce dernier avait lui-même volé à monsieur [N.]. L'OPJ avait pourtant reconnu sur place l'évidence : la propriété appartient à monsieur [N.]. Il écrira le contraire dans son rapport.

Bien sûr il vient à l'esprit « quand y aura-t-il une procédure de comparution immédiate pour les gendarmes ? »

République démocratique ou République bananière ?

Devant tant de dysfonctionnements, et après avoir interpellé la hiérarchie qui soutiendra les manquements, ne reste que les ministres de tutelles.

Les services de la chancellerie, à leurs tours, répondront régulièrement à côté des questions posées.

Interpellée dans son propre cabinet, aujourd'hui madame Nicole Belloubet, ministre de la Justice et garde des Sceaux, ministre de tutelle des corporations mises en cause choisit le silence. Elle choisit de se taire et « s'en taire »...

Bien sûr il vient à l'esprit « quand y aura-t-il une procédure de comparution immédiate pour les politiques ? »

Monsieur le président Emmanuel Macron et monsieur Edouard Philippe ont été saisis. Silence aussi à l'Élysée et à Matignon.

Chut, tout le monde dort ?

Que reste-t-il de la démocratie ? Doit-on à son tour se taire comme le préconise un responsable d'un journal de diffusion mondiale, réputé sérieux : « Vous faites la démonstration que l'institution judiciaire, pilier de la démocrate, est fissurée de la tête à la base, or il nous faut de la cohésion sociale ».

La cohésion sociale peut-elle se faire sur des mensonges et en cachant la vérité comme précédemment l'information avait choisi d'arrêter le nuage radioactif à la frontière ?

N'est-il pas plus responsable de choisir de réparer plutôt que cacher ?

N'est-il pas irresponsable de prendre les citoyens français pour des imbéciles ?

Que dire quand un conseiller de ministre constate à la lecture du dossier « tout le monde est au dessus des lois »... et qu'aucune sanction n'est prise... ?

Dans notre supposée démocratie quelle loi prévaut ? La loi de l'entre-soi ou La LOI inscrite sur les codes qui permettent de vivre ensemble, dans le respect mutuel ? La loi qui permet, par la protection des droits des citoyens, d'éviter la violence et la barbarie comme le précise le préambule de la déclaration universelle des Droits de l'Homme ?

Épilogue...

La notion de vol non intentionnel... une énigme !

Une fois de plus la justice n'a donc pas rendu la propriété à son propriétaire...

Monsieur [Nom P.] a acquis son terrain sur la base de la violation de la DDHC et de la Constitution... En construisant son bâtiment, il violera tous les codes de l'urbanisme, le code civil, de la construction... Maire ou autorité publique, bien que saisis, ne bougeront pas.

Monsieur [Nom Prénom] alors qu'il signe le même jour un acte par lequel il confirme que la propriété qu'il cède à monsieur [Nom] est la propriété de monsieur [N.] sera, en résumé, considéré par la procureure de la République [Prénom Nom] comme ne pouvant pas savoir que la propriété ne lui appartenait pas ! Que son ami notaire lui délivrait un faux. Malgré toutes les preuves qui ne seront pas retenues, pas même une expertise judiciaire !

Pour maître [Nom P.] seul sera « étudié » : une attestation. Le caractère non intentionnellement frauduleux sera retenu. Pourtant, cette attestation servira d'unique origine de propriété deux jours plus tard, au même notaire, et facilitera donc la réalisation de l'autre faux en écriture publique... qui ne sera pas étudié dans le réquisitoire définitif, alors qu'il comporte erreurs de lecture, d'écriture, de transcription, d'oubli de report de servitudes, de report de fonds dominants... et même de modification d'un permis de lotir par maître [NOM Prénom]... et bien que toutes ces erreurs ne concernent que la parcelle volée, convergent et permettent la spoliation, l'utilisation, de la propriété d'une personne vulnérable ...

Auraient-elles été considérées également comme non intentionnelles par madame la procureure [Prénom Nom] ?... ne souriez pas.

Minute de silence...

Pour les gendarmes et magistrats parfaitement intègres et dévoués à leurs missions qui se trouvent discrédités ainsi que leurs corporations par quelques brebis...

Une minute d'interrogation...

Que penser de l'inertie et du silence de l'encadrement hiérarchique et politique (à commencer par monsieur le maire) ?

La seule avidité du pouvoir économique et politique, le manque de courage pour défendre l'intérêt général et le dévouement à des intérêts particuliers sont-ils le caractère commun de la caste politique ?

Bien sûr, alors, pense-t-on comparution immédiate ... mais alors les prisons n'exploseraient-elles pas par la surpopulation...

La justice est-elle un sanctuaire où les magistrats peuvent transgresser délibérément la loi et permettre le vol dans le silence de la hiérarchie ?

Ministre de la Justice et chancellerie accordent leur bienveillance aux magistrats qui assurent l'impunité à la criminalité en cols blancs.

Est-ce responsable ? Cela n'est-il pas dangereux ?

Quels bénéfices en tire le TGI de La Rochelle ? Les magistrats ?

47. Dactylographié collé (tract rose), 20 lignes, 190 mots (collectif)

Association Les amis de l'économie sociale et solidaire

[Adresse, Adresse mail, SIREN]

Pour le grand débat, sujets proposés à la mise en avant dans des cadres proposés

DÉMOCRATIE LOCALE

Pour une façon d'intégrer les habitants sans cooptation aux différents ateliers concernant l'aménagement du territoire (sens large) ou aux recensements des besoins initiés en partenariat avec différentes administrations ou assimilés.

Porter à leur connaissance ces dispositifs et tenir au courant des avancées de réflexion pour l'égalité de traitement des associations sans discrimination surtout pour celles à vocation d'utilité sociale.

Examiner le problème des retraités avec le complément solidarité (soit le minimum vieillesse 800 euros) qui n'ont pu mettre leur contrat d'insertion ou autre en œuvre et sont restés sans pouvoir rembourser pendant la période de RMI ou RSA et qui se voient pouvant être saisis jusqu'à 90 euros avec tous les intérêts.

(Le social, un pognon de dingue : expression à étudier de près, éventuellement avec des exemples).

Une page Facebook existe déjà sous cet intitulé associatif et peut servir de relais pour améliorer le débat que nous transcrivons pour les relais locaux et nationaux de la République en marche.

Pour contact via le secrétaire [P. Nom]

48. Manuscrit, 13 lignes, 107 mots (homme)

[Nom Prénom, Adresse]

- Inciter les communes à une production autonome de leur énergie, avec un suivi et un parrainage de l'ADEME.

- Assurer une mise à niveau technologique des collectivités telles que les DRAC complètement dépassées en ce qui concerne les nouveaux matériaux et l'intérêt de leur mise en œuvre en adéquation avec la politique énergétique.
- Maintenir la limitation des 80 km/h.
- Supprimer CSG et CRDS pour les petites retraites.
- On est amené à gérer soi-même par Internet nos charges avec les administrations. Cela nécessite acquisition de matériel informatique et formations pour la maîtrise des outils. Aucune aide financière n'est prévue pour ces équipements devenus obligatoires.

49. Manuscrit, 25 lignes, 185 mots (homme)

[NOM PRÉNOM, Adresse]

19/01/19

En espérant que les doléances des Français ne subissent pas le même sort qu'en 1789...

Organisation de l'État et des services publics

- Supprimer (enfin) quelques échelons administratifs avec en priorité les départements puis les communes de moins de 2000 habitants (réactiver le dispositif favorisant les communes nouvelles).
- Faire 1 VRAI choix de gestion locale entre les communes et les intercommunalités.
- Supprimer les trésors publics et intégrer le comptable au sein des collectivités locales.
- Supprimer le contrôle de légalité exercé par les préfetures.
- Simplifier tous les process de convocation, gestion des organes délibérants des acteurs publics.
- Réinstaurer le jour de carence pour les fonctionnaires.

Transition écologique

- Déduire des impôts tous les frais de déplacement collectif (covoiturage, bus, vélo...).
- Développer le télétravail et l'inciter financièrement.
- Délivrer 1 prime aux gestes pour la planète (↓ déchets, chauffage...).
- Taxer les carburants de manière plus évolutive (sur 10 ans).

Démocratie - citoyenneté

- Réduire fortement le nombre d'élus et notamment les conseillers municipaux, départementaux, régionaux.
- Reconnaître le vote blanc et la proportionnelle.
- Réduire le Sénat à 10 "sages".

[Signature]

50. Dactylographié agrafé (2 pages), 60 lignes, 819 mots (femme)

PARTICIPATION AU DÉBAT NATIONAL

-*-

Dans votre lettre aux Français, vous écrivez : "Je n'ai pas oublié que j'ai été élu sur un projet, sur de grandes orientations" ; vous oubliez que vous avez été élu par dépit et par défaut face à Madame LE PEN, du Rassemblement national.

I- FISCALITÉ, DÉPENSES PUBLIQUES ET ACTION PUBLIQUE

1° Il serait souhaitable de rendre la répartition des impôts plus juste et de pourchasser les fraudeurs qui font perdre des milliards d'euros à l'État, plutôt que de taxer et encore le citoyen de classe moyenne qui fait des "efforts" pour essayer de vivre voire de survivre pour beaucoup d'entre eux.

2° Il s'agit de faire une bonne utilisation de l'argent public non pas en supprimant les services publics locaux qu'il faut reconstituer mais en diminuant de façon drastique les grandes administrations centrales, voire en supprimant quelques agences nationales ou commissions nationales qui coûtent très cher et ne servent qu'à pantoufler certains copains hauts fonctionnaires et anciens élus.

L'État a supprimé des services publics en fonction des économies que cela représentait. Or on en voit les conséquences sur l'état de nos routes, du manque d'entretien des collèges et lycées. Lors du transfert des compétences de l'État vers les collectivités locales, les dotations de l'État promises n'ont pas été suivies ! Et les impôts ont continué d'augmenter !! **Où est passé l'argent ?**

3° Supprimer ces millefeuilles administratifs qui génèrent l'incompréhension de nos concitoyens. Plus on "simplifie" et plus on rend l'administration compliquée !

4° Combien de niveaux d'imposition ? 5, pas moins : la commune, l'intercommunalité, le département, la région et l'État. L'intercommunalité a été créée pour regrouper les communes afin de "mutualiser". En fin de compte, il n'en est rien : les maires tiennent à leurs prérogatives et sont attachés à l'esprit de clocher. Une réforme en profondeur à ce sujet serait primordiale. Il en est de même pour les départements. Pourquoi ne pas les supprimer et confier leurs compétences à la région ? Messieurs HOLLANDE et VALLS ne sont pas allés jusqu'au bout de leurs réformes en réorganisant les régions. Quel dommage ! On ferait une économie substantielle en frais de personnel, en indemnités d'élus, en mutualisant le matériel, etc.

5° On peut diminuer les dépenses publiques en réduisant le nombre de ministres et de secrétaires d'État, et en supprimant quelques grandes agences nationales qui ne servent qu'à "caser" les copains et au pantouflage en tous genres.

6° On peut diminuer les dépenses publiques en réduisant le nombre de parlementaires, que les deux chambres aient le même nombre de représentants ; tenir un registre aux séances (arrivée et départ) et déterminer ainsi leurs indemnités en fonction de leur présence effective ; leur demander de fournir un état détaillé avec facture à l'appui de leurs frais liés à leur mandat.

7° Supprimer les privilèges alloués aux anciens présidents de la République, Premiers ministres, etc., ainsi qu'aux députés et sénateurs (local, voiture, chauffeur, secrétaire, garde du corps, etc.).

II - TRANSITION ÉCOLOGIQUE

L'exemple venant d'en haut, pourquoi les membres du gouvernement et nos parlementaires ne circulent pas en voiture électrique et ne pratiquent pas le covoiturage ? Prendre l'exemple de Madame TAUBIRA, ministre de la Justice, garde des Sceaux qui circulait à vélo...

Pour les autres questions relatives à l'écologie, je fais beaucoup d'efforts comme tout le monde (tri des déchets, compostage, pompe à chaleur, etc.).

Pourquoi avoir permis à MONSANTO de continuer à vendre du glyphosate aux agriculteurs ???????

III - DÉMOCRATIE

Je suis pour la reconnaissance du vote "blanc". D'ailleurs, pour votre élection, c'est le bulletin que j'ai glissé dans l'urne.

IV - PACTE SOCIAL

Les retraités dans leur ensemble ne vous ont pas attendu pour pratiquer la solidarité intergénérationnelle (garde des petits-enfants, aide financière, etc.). Pourquoi les taxer en augmentant la CSG de 25 % ? Ils se privent de plus en plus pour aider leurs enfants et petits-enfants. D'autant que cette mesure influe sur l'économie touristique : les retraités ne voyagent plus !!!! Ce ne sont ni des privilégiés ni des assistés, ils ont travaillé beaucoup plus que leurs enfants ne travailleront.

V - POUVOIR D'ACHAT

Indexer les retraites et les salaires sur l'inflation, ainsi que les intérêts des livrets A, LDD, etc. Une augmentation des revenus entraîne des dépenses, donc une augmentation de l'économie (TVA).

VI - IMMIGRATION

Limiter l'entrée en France du nombre d'immigrants. Éviter de les regrouper dans un même quartier afin qu'ils ne se constituent pas en "ghetto" où les forces de police et les secours ne peuvent plus pénétrer, en créant ainsi des zones de non-droits. Cela faciliterait leur intégration en France, s'ils veulent s'intégrer. Dans le cas contraire, les renvoyer dans leur pays. C'est à eux de s'intégrer en France et non pas l'inverse.

CONCLUSION

Les Français sont en colère par trop d'impôts, de taxes, d'injustice, de discrimination, et par vos propos et votre comportement vous ne faites qu'attiser et alimenter cette colère.

[Prénom NOM]

51. Manuscrit, 25 lignes, 252 mots (homme)

Lundi 28 janvier 2019

(Désolé - sans mes lunettes)

Bonjour,

Je ne permets ce message car vous nous le proposez. Merci.

TNT : pourquoi prime de 250 € seulement à ceux qui n'ont pas d'abonnement Internet avec TV, ou ceux qui n'ont pas de parabole ??? Autant dire, pas grand monde !!! depuis 8 ans.

* Ramassage des ordures : je vis seul avenue [nom de la rue]. Pour une part 2017 : 2 poubelles sorties, 2018 : 2 poubelles sorties. Je me suis permis de sonder mes voisins qui pour la plupart se forcent à sortir leur poubelle chaque semaine car cela fait partie de leur abonnement ; résultat : 1/3 voire 1/4 de déchets dans leur poubelle. Le code-barre peut servir à poser les déchets et payer en conséquence, pour les bons élèves...

* Les arbres sur les trottoirs : que faire de ceux-ci qui ne font que boucher les évacuations d'eau de pluie pour ceux qui sont encore vivants ? Ils défoncent les trottoirs déjà en très mauvais état, impraticables pour certains voire très dangereux. Toutes ces feuilles que les agents soufflent dans nos descentes de sous sol et donc nos évacuations. Peut être ont-ils fait leur temps.

* Ralentisseurs - 30 km : du Crédit agricole à l'intersection qui mène à la salle polyvalente avec des dos d'âne, que 50 km de cette intersection jusqu'aux feux tricolores ????

Cahier de Marennes-Hiers-Brouage

Les bus et camions passent cette avenue très rapidement. Ex : ralentisseurs entre les roues.

Merci de votre lecture et pour tout votre travail.

[Nom Prénom, Adresse]

52. Manuscrit, 3 lignes, 16 mots

En tant que Française, j'aurais aimé pouvoir [lire] cette lettre aux Français, n'ayant pas Internet.

Merci.

[Signature]

53. Lettre préimprimée agrafée (sauf coordonnées manuscrites), 30 lignes, 539 mots (collectif)

**FÉDÉRATION NATIONALE DES ANCIENS COMBATTANTS EN ALGÉRIE MAROC ET TUNISIE
37/39 rue des Gâtines 75020 PARIS**

À Marennes, le 13 février 2019

Madame, Monsieur [NOM PRÉNOM, NOM PRÉNOM, couple]

Adresse [Adresse]

À Monsieur le Président de la République,

Lettre ouverte d'Ancien Combattants en Algérie, au Maroc et en Tunisie au Président de la République.

Monsieur le Président de la République,

Le deux mai 2017, lors de votre campagne électorale, vous vous êtes engagé à nommer un interlocuteur spécifique aux anciens combattants. Vous avez malheureusement oublié cette promesse.

Le 22 juin 2017, madame Geneviève Darrieussecq a été nommée par le Premier ministre, secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées. Elle s'est vu confier, entre beaucoup d'autres, les dossiers relatifs aux anciens combattants, entérinant ainsi la suppression du ministère des Anciens combattants créé en 1919, voire même du secrétariat d'État spécifique qui lui a succédé.

Nous sommes particulièrement attachés à ce symbole et cette suppression nous affecte profondément, nous les quelque deux millions et demi d'anciens combattants et/ou victimes de guerre.

Le projet de loi de finances 2019 concernant les anciens combattants prévoit l'extension de l'attribution de la carte du combattant à ceux d'entre nous qui ont séjourné en Algérie du 3 juillet 1962 au 1^{er} juillet 1964. Nous vous remercions d'avoir tenu cet engagement pris lors de votre campagne électorale.

J'en viens, Monsieur le président, au respect de nos droits : nous avons été contraints de sacrifier notre jeunesse, de risquer notre vie par obéissance aux ordres de notre République. Mais ceci nous donne des droits auxquels nous veillons et nous vous demandons :

- De rétablir un organe ministériel spécifique aux anciens combattants.
- La revalorisation de la valeur du point des PMI.
- Pour l'égalité des droits avec les générations du feu précédentes, l'attribution équitable du bénéfice des campagnes.

Cahier de Marennes-Hiers-Brouage

- L'attribution de la demi-part fiscale à toutes les veuves d'anciens combattants âgées de 74 ans.
- La mention "Mort pour la France" pour l'ensemble des militaires tombés en Afrique du Nord, quelle que soit la circonstance du décès.
- La suppression d'un contingent de médailles militaires et l'attribution rapide de cette haute distinction à tous ceux qui sont en droit d'en bénéficier.
- L'attribution de la médaille militaire à ceux qui seraient en mesure de l'obtenir malgré qu'ils soient membres de l'ordre national du Mérite.
- La pérennisation de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre et le renforcement des moyens de ce service de proximité indispensable aux anciens combattants.

Nous sommes maintenant très âgés (entre 77 et 86 ans) et il nous semble logique que nos demandes soient satisfaites sans délais. C'est notre génération, et plus particulièrement les soldats du contingent dont nous sommes, Monsieur le Président, qui a sauvé notre République en 1961. Nous osons réclamer un peu de reconnaissance et de respect.

Notre Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie, seule association spécifique de la 3^{ème} génération du feu, avec ses 290 607 adhérents au 31 août 2018, répartis dans 3 500 comités locaux et cantonaux est très attachée à la défense des intérêts matériels et moraux des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie.

Je serai très attentif à la suite que vous donnerez à ce courrier et je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de mon profond respect.

SIGNATURE

[Signatures]

54. Tract illustré, 5 lignes, 23 mots

Non au mariage non consenti !

Vous entrez ici en Territoire Libre Hiers-Brouage !

Loupville - Moutonville

[manuscrit] Collectif de la future liste d'opposition



[FIN]